



Tebboune annonce l'installation d'une inspection générale

## Le gouvernement renforce son contrôle des finances publiques

Comme attendu, le gouvernement va accentuer sa politique de rationalisation des dépenses par des mesures supplémentaires pour faire face à la persistance de la crise pétrolière qui a grandement réduit les rentrées de la fiscalité pétrolière.

Page 3

Equipe nationale

## Alcaraz a supervisé le Cameroun

Page 18

Plus de 19 tonnes de cannabis saisies en quatre mois

# La drogue infeste le pays

Le phénomène de trafic de drogue prend des proportions inquiétantes. Des quantités impressionnantes sont «déversées» à travers les frontières ouest du pays, infestant la société et faisant des ravages parmi les jeunes.

Page 4



Aïd et autres fêtes

## Le faux débat des commerces fermés

Page 2



Sur instruction du Président Bouteflika

## Une session spéciale pour les retardataires du Bac

Une bonne nouvelle pour les candidats retardataires à l'examen du baccalauréat. Après plusieurs réclamations des parents de ces derniers, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, sur instruction du Président de la République, Abdelaziz Boyteflika, a décidé d'organiser une session spéciale à cette catégorie.

Page 4



Par Saâd Taferka

Ceux qui voyaient en le gouvernement Tebboune un cabinet de «technocrates», destiné à prendre en charge les éléments les plus prégnants de la crise économique et sociale induite par la baisse des revenus pétrolier, sont sans doute appelés à réviser leur copie.

Cela, en considérant la charge politique qui a pesé sur le plan d'action du Premier

## Réformes économiques et sociales Quelle marge de manœuvre pour le gouvernement Tebboune ?

ministre, tel qu'il a été présenté devant l'Assemblée nationale et adopté à la majorité dans la nuit du vendredi. Le coup de stater a été donné déjà par le Conseil des ministres du 14 juin dernier, au cours duquel le Président de la République avait décliné les points d'articulation sur lesquels est censée s'édifier l'action du nouveau gouvernement. Si le nouveau modèle de croissance économique, adopté en 2016 sous le gouvernement de Abdelmalek Sellal, est maintenu, ne serait-ce que dans son intitulé, le plan de Abdelmadjid Tebboune et les orientations de Bouteflika lui ont adjoint un certain nombre d'éléments fondamentaux, en relation avec la

vie politique du pays, les libertés publiques, la communication, le cadre de vie, le phénomène migratoire des ressortissants africains, le problème des candidats suspendus de l'examen du baccalauréat pour cause de retard...etc. En d'autres termes, le plan d'action du gouvernement Tebboune prend l'allure d'un mégaprogramme qui dépasse les questions techniques exclusivement liées à l'investissement, la fiscalité, les ajustements budgétaires, les réaménagements des subventions sociales, la rationalisation de la dépense publique, la réduction des importations... etc.

Page 5





Aïd et autres fêtes

# Le faux débat des commerces fermés

**A chaque fête de l'Aïd ou jour férié couplé avec un week-end ou, bref, à chaque longue coupure, on se remet à parler des commerces fermés, des épiceries, des boulangeries, des cafés et autres enseignes qui cessent de dispenser produits et services pendant plusieurs jours.**



Par Nabil Benali

**D**epuis quelques années, la presse nationale a tellement fait pression en ressassant la revendication de voir les commerces maintenir leur activité, que les autorités nationales et locales ont finalement dû mettre en œuvre toute une batterie de mesures pour que les commerçants respectent ce qu'on appelle l'obligation de permanence. Et depuis, la presse se fait la sentinelle de cette mesure, s'érige en «observatoire national du commerce ouvert durant l'Aïd» et accorde, statistiques officielles délivrées par le ministère du Commerce en main, le bon ou le mauvais point au déroulement de ces jours fériés, jugés désormais à l'aune de cette seule condition. On notera que la pression mise sur les autorités ne vient pas des associations de protection des consommateurs qui, elles, ont une influence quasi-nulle sur le marché domestique et qui, dans cette affaire, sont parfaitement inaudibles. La pression est médiatique avant toute chose et c'est là le premier élément qui indique bien que cette obligation de permanence, qui n'existait pas par le passé et qui est une création récente, n'a pour but que de faire taire les médias qui sont unanimes sur la question - à laquelle ils se dévouent avec une régularité qu'on aurait aimé constater pour des causes plus

sérieuses. Preuve en est, c'est que les sujets faits par les journaux, la radio, ou la chaîne de télévision disent tous la même chose, sur le même ton et ne donnent presque jamais la parole aux commerçants (?)

Certes, ce n'est pas un joli spectacle que de voir les rues vides et les villes désertes durant ce qui doit être des périodes de fêtes. Il n'est pas non plus agréable de constater cette fièvre du stockage qui s'empare des ménages à la veille de chaque période de jours fériés, pris de peur qu'ils sont de manquer de ce qu'ils ne savent pas quoi au juste, de tout peut-être... Notre pays connaît une situation qui n'a rien de normal et la revendication, soutenue par nos médias, de voir l'obligation de permanence n'est pas sans fondement. Il y a pourtant un problème avec cette revendication, ne serait-ce que parce qu'elle semble, disons-le, plutôt égoïste, car les commerçants et leurs employés eux aussi ont le droit au repos et de profiter des fêtes. On oublie d'ailleurs qu'une majorité, sinon une portion importante, des personnels des cafés, des restaurants, des épiceries, des boulangeries et autres commerces ne sont pas originaires des grandes villes où ils travaillent et habitent. Demander à cette catégorie du petit personnel au revenu modeste de respecter l'obligation de permanence, c'est aussi leur demander de se priver des visites familiales qui sont le cœur

d'une fête de l'Aïd. Il semble mal placé de demander, voire d'exiger un tel sacrifice, quand on a soit même sa part de repos, la proximité de ses proches et qu'il ne manque, en fait, que ce confort qu'est la certitude de trouver du pain ou du lait au cas où en aurait besoin. De fait, ce ne serait pas trop théoriser sur le sujet que de dire que la question des commerces fermés durant les jours fériés est vraiment «une affaire de classe», entre les classes moyennes qui ne peuvent plus se passer de la consommation permanente et de la petite bourgeoisie que sont les commerçants qui, eux ne peuvent offrir des salaires décentes à leur personnel et qui, donc, ne peuvent lui refuser les rares congés auquel il a droit. Il est étrange de constater qu'aucune organisation professionnelle ni aucune organisation syndicale ne s'est jamais prononcée sur cette question, et surtout pas l'Ugcaa, soutien traditionnel du gouvernement, dont la vocation est de défendre les commerçants avant les consommateurs. Si l'on posait la question aux intéressés eux-mêmes ? Ils diraient qu'ils ne fermeraient pas s'ils avaient la certitude de faire du chiffre; chose peu évidente durant un jour férié, ici ou dans n'importe quel autre pays.

Enfin, on oublie souvent que ce qui fait la tristesse de la ville, ce ne sont pas les commerçants qui ferment et qu'on accable de tous les maux, mais c'est plus simplement

parce qu'on a depuis longtemps perdu le sens de la fête et que nos villes sont dans un tel état de mauvaise gestion, qu'elles croulent sous le nombre pour lequel elles ne sont pas faites, qu'il n'y a que l'animation des commerces et des cafés pour nous faire oublier à quel point nos villes sont invivables. A bien y réfléchir, lorsque durant l'Aïd, les commerces sont tous fermés, on se rend compte avec angoisse à quel point les villes sont sous-équipées, que les Algériens sont privés de loisirs, de distractions, de lieux de promenade et de repos et que leurs journées ne sont faites que pour aller au travail et de faire ses courses, pour vite aller se cloîtrer chez soi. Et attendre le lendemain...  
N. B.

## Nomination du nouveau représentant de l'ONU pour la Libye L'Algérie exprime sa satisfaction

L'Algérie a exprimé «sa satisfaction» pour la nomination de l'ancien ministre libanais de la Culture, Ghassan Salamé, comme nouveau représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la Libye, en l'assurant de «son entière disponibilité dans ses efforts pour la mise en oeuvre de l'accord politique libyen du 17 décembre 2015», a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif.

«L'Algérie tient à exprimer sa satisfaction pour la nomination de l'ancien ministre libanais de la culture, Ghassan Salamé, comme nouveau représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye», a souligné M. Benali Chérif dans une déclaration à l'APS.

«L'Algérie l'assure, à cet égard, de son entière disponibilité dans ses efforts pour la mise en oeuvre de l'accord politique libyen du 17 décembre 2015, favorisant la solution politique par le dialogue inclusif et la réconciliation nationale, comme seule voie de règlement de la crise libyenne», ajoute le porte-parole du MAE.

L. B.

Aïd El Fitr

## La permanence diversement suivie

**L**es grandes villes algériennes étaient désertes et les commerces, dans leur majorité fermés durant les deux jours de l'Aïd El Fitr. Bien qu'officiellement le taux de suivi de la permanence fut important, il n'empêche que le scénario des années précédentes s'est répété. Des citoyens ont trouvé de la peine à s'approvisionner dans certains quartiers, alors que dans d'autres, le strict minimum a été assuré. A Alger, plusieurs quartiers ont connu, dimanche, un déséquilibre en termes d'approvisionnement, dont la permanence devait être assurée par les commerçants.

L'on apprend que quelques pharmacies ont ouvert de façon équilibrée à travers les quartiers populaires, à l'instar de Belcourt, Les Anassers, Vieux Kouba et Bordj El Kiffan, tan-

dis qu'un petit nombre de boulangeries ont assuré l'approvisionnement en pain, alors que certains magasins d'alimentation générale se sont contentés de vendre le lait en sachet.

Depuis la matinée de l'Aïd, les scènes des vendeurs ambulants prenant d'assaut les chaussées, ainsi que des citoyens qui se rabattaient sur les corbeilles de pain, se sont rééditées après la fin de la prière de l'Aïd.

A Bab Ezzouar, plus précisément au quartier Douzi, la boulangerie a baissé le rideau inhabituellement et ce, après que ses propriétaires aient procédé à la distribution des quantités commandées de pain aux marchands ambulants venus avec leur fourgonnette pour les besoins de revente à travers les différents points de cette commune connue

pour sa forte densité de population.

Au quartier Mokhtar Zerhouni (cité Les Bannaniers), relevant de la commune de Mohammadia, des magasins ont levé rideau, offrant ainsi, aux clients plusieurs variétés de produits de large consommation, notamment les jus, les boissons gazeuses, l'eau minérale. En outre, de petits espaces ont été aménagés à l'extérieur des magasins pour vendre jouets prisés par les enfants du quartier, a-t-on également constaté.

Par contre, les magasins de la commune de Hydra sont restés fermés toute la journée, entraînant ainsi une quasi absence du service minimum, que ce soit en produits de consommation, voire même les librairies et les taxiphones.

En revanche, et contrairement

aux autres quartiers de la capitale, celui de Belouizdad, a connu une animation dense et une ouverture d'un nombre considérable de cafétérias et salons de thé fréquentés par les habitants et les passants, ce qui a donnée au lieu un dynamisme qui a été égayé par les couleurs de l'équipe locale et par ce jour de fête.

A l'est du pays, un taux de suivi du programme de permanence des commerces de l'ordre de 99,59% a été observé au premier jour de l'Aïd, dans six wilayas relevant de la direction régionale du commerce de la région de Batna, a affirmé dimanche à l'APS, le directeur régional, Brahim Khidri. Le même responsable a déclaré qu'un taux de suivi de 100% a été enregistré dans les wilayas de Tébessa, Khenchela et Oum El Bouaghi

contre 99,34 à Batna, où, a-t-on détaillé six commerces n'ont pas adhéré au programme arrêté. Dans la wilaya de Biskra, deux commerces n'ont pas respecté le programme de permanence, a-t-on encore noté. Selon M. khidri, des brigades relevant des directions du commerce de la direction régionale de la région de Batna ont été mobilisées pour veiller au bon déroulement du programme établi. Pas moins de 3 404 commerçants ont été réquisitionnés pour la permanence des deux jours de l'Aïd El Fitr dans les six wilayas relevant de cette direction, a-t-on fait savoir, précisant que 446 commerçants ont été mobilisés dans la capitale des Aurès, 419 à Oum El Bouaghi, 301 à Biskra et 724 à Tébessa.

Massi S./APS



Tebboune annonce l'installation d'une inspection générale

# Le gouvernement renforce son contrôle des finances publiques

Comme attendu, le gouvernement va accentuer sa politique de rationalisation des dépenses par des mesures supplémentaires pour faire face à la persistance de la crise pétrolière qui a grandement réduit les rentrées de la fiscalité pétrolière.



Par M. Ait Chabane

**E**n guise de réponse aux préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), autour du Plan d'action du gouvernement, qu'il a présenté mardi dernier, le Premier ministre a annoncé l'installation prochaine d'une inspection générale pour le contrôle des finances et des marchés publics de même qu'une autre commission nationale consultative chargée d'examiner et d'orienter le soutien de l'Etat vers les ayants droit. Il s'agit, bien entendu, de tenter de sauvegarder les équilibres financiers de l'Algérie gravement impactés par le choc pétrolier et surtout d'éviter de recourir au financement étranger et à l'endettement pour financer les grands projets d'investissement. «Le gouvernement procédera prochainement et pour la première fois à la mise en place d'une inspection générale au niveau du Premier ministre regroupant toutes les compétences économiques, financières et juridiques qui se penchera sur les problèmes majeurs en matière

de marchés publics», a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse à l'issue du vote du plan d'action à l'APN. Cette inspection aura pour mission «le contrôle minutieux des finances publiques, notamment les marchés nécessitant des fonds conséquents», a indiqué M. Tebboune, ajoutant : «Nous parviendrons, à travers cette Commission, et avec le concours de tous les ministères concernés, à la transparence que nous nous sommes engagés à conférer en matière de marchés publics et à augmenter le rendement des investissements lancés». Dans ce contexte, le Premier ministre a fait état de «la révision de certains projets gelés pour leur lancement, notamment ceux relatifs au développement de l'économie de proximité et le développement local particulièrement dans les wilayas isolées et les zones frontalières». La première condition pour relancer les projets, c'est la rapidité de leurs rendements, a expliqué M. Tebboune, ajoutant que, «les investissements rentables à long terme ne sont pas une priorité» et que «la priorité sera accordée aux

projets de petites et moyennes entreprises (PME) créatrices de richesses et apportant des solutions aux problèmes actuels tels que la diversification de l'économie et l'absorption du chômage». En outre, Abdelmadjid Tebboune a annoncé l'installation prochaine d'une commission nationale consultative pour examiner le dossier du soutien orienté vers les catégories démunies dans la société, chargée de l'élaboration des lois et mesures portant sur le soutien de l'Etat aux ayants droit dans le cadre des efforts visant à consacrer le principe du cachet social de l'Etat. Et d'annoncer dans cette perspective, l'amorce d'un «large débat national approfondi sera ouvert par le gouvernement visant à orienter les efforts de l'Etat vers le soutien des ayants droit effectifs», a-t-il précisé à ce sujet. Il a souligné que cette mesure s'inscrivait dans le cadre des démarches intenses du gouvernement tendant à renforcer le cachet social de l'Etat, ajoutant que les mesures issues de la commission nationale consultative qui comptera des experts des secteurs des finances, impôts et

solidarité nationale, seront traduites en lois à présenter aux députés pour examen. «Le soutien de l'Etat est consacré effectivement. Les préoccupations actuelles du gouvernement s'articulent autour de la recherche de solutions pour le consolider davantage et l'orienter vers les catégories vulnérables de la société», a précisé le Premier ministre. M. Tebboune a rappelé, dans ce sens, que «25% du PIB sont orientés vers les transferts sociaux, 85% des Algériens bénéficient de la couverture sociale, 36% possèdent la carte chifa et plus de 3,2 millions de citoyens bénéficiaient de pensions de retraite», ajoutant que ces «chiffres reflétaient le souci de l'Etat à préserver les acquis sociaux». Sur un autre chapitre, le Premier ministre a rassuré quant au maintien de la politique de gouvernement dans le secteur de l'emploi et de l'insertion des jeunes dans le monde du travail. En effet, le gouvernement poursuivra l'activation des programmes de recrutement et l'accompagnement des tous les efforts centrés sur la création davantage de PME, mettant en exergue le rôle important des dispositifs d'emploi dans l'éradication du chômage, notamment parmi les jeunes, tout en veillant à la promotion des capacités de recrutement de manière à répondre au marché du travail et à la dynamique économique que connaît le pays à tous les niveaux. Dans cette optique, le ministère des Finances en coordination avec le ministère de la Solidarité nationale de poursuivre le paiement des affectations financières destinées à cette catégorie estimées à 5 milliards de dinars et ce, jusqu'à la fin 2017, concernant les jeunes recrutés dans le cadre des réseaux d'insertion socioprofessionnelle. **M.A.C.**

Gouvernement

## Un ministre du Tourisme et de l'Artisanat sera nommé prochainement

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, qu'un ministre du Tourisme et de l'Artisanat sera nommé prochainement par le Président de la République.

S'exprimant lors d'un point de presse organisé à l'issue de l'adoption par l'Assemblée populaire nationale (APN) du plan d'action du gouvernement, M. Tebboune, a déclaré que «la nomination d'un ministre du Tourisme et de l'Artisanat est une prérogative du Président de la République et que sa nomination interviendra prochainement», ajoutant que le futur ministre du Tourisme «aura toutes les compétences pour diriger le secteur du tourisme».

Nommé ministre du Tourisme et de l'Artisanat, dans le gouvernement de Abdelmadjid Tebboune, Messaoud Benagoun a été démis de ses fonctions à la fin mai par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

«Conformément aux dispositions de l'article 93 de la Constitution et sur proposition de M. Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre, Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a démis M. Messaoud Benagoun de ses fonctions de ministre du Tourisme et de l'Artisanat», avait indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

R. N.

Avant la fin de l'année en cours

# Réglementation de l'activité des chaînes de télévision privées

Par Sofiane Aït Mohamed

**L**es pouvoirs publics semblent décidés à mettre fin à l'anarchie qui règne dans le secteur de l'audiovisuel. Le premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la «réglementation des chaînes de télévision privées avant la fin de l'année en cours».

Les chaînes qui émettent depuis l'étranger auront ainsi, selon M. Tebboune, leur «accréditation en tant que chaînes algériennes selon un cahier des charges plus précis». Répondant aux préoccupations soulevées par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière consacrée au vote

du plan d'action du gouvernement, M. Tebboune a réitéré que «la liberté d'expression est un acquis démocratique et en réponse à tout ce qui a été dit à ce sujet, le gouvernement œuvrera à son renforcement à travers l'activation et la consolidation des autorités de régulation sur lesquelles je veillerai personnellement, ainsi qu'à l'installation du Conseil d'éthique et de déontologie de la presse». A ce propos, M. Tebboune a annoncé la «réglementation des chaînes de télévision privées avant la fin de l'année en cours parallèlement au lancement du projet de création d'une chaîne de télévision parlementaire». En réponse à la presse à l'issue de la séance de vote, le Premier ministre a déclaré que le

«dossier des chaînes de télévision privées sera définitivement clos avant fin 2017», annonçant «l'accréditation de ces dernières, selon un cahier des charges plus précis, en tant que chaînes algériennes diffusant depuis l'Algérie et non de l'étranger». Le Premier ministre avait souligné, mardi dernier, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement que le gouvernement œuvrera à la «consécration de la liberté de la presse et d'expression ainsi que du droit à une information objective et honnête» à travers «l'installation du Conseil d'éthique et de déontologie de la presse aux côtés de l'Autorité de régulation de la presse écrite et de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel». Outre la réorganisation des

moyens publics d'édition, le Premier ministre a évoqué les conditions d'accréditation des chaînes privées de droit algérien, la mise en place du réseau de diffusion analogique terrestre et la mise en service de stations de diffusion radiophonique (FM) et de réseau radiophonique et télévisuel par satellite. Le volet relatif au renforcement de la liberté d'expression constitue l'un des principaux axes contenus dans le plan d'action du gouvernement à travers «l'élargissement de l'espace des droits et des libertés du citoyen qui sera poursuivi par la consécration effective et la consolidation des garanties de la liberté de la presse et du droit à l'information qui constituent un support essentiel à l'exer-

cice de la démocratie». L'enjeu est de compléter le cadre organisationnel qui «doit poser les jalons éthiques et professionnels» devant guider la presse dans sa marche vers une modernisation qui consacre et consolide la liberté de la presse et le droit à l'information en les harmonisant avec les impératifs d'éthique, de responsabilité professionnelle et de déontologie. Mas compte tenu des dérives constatées ces derniers temps, émanant notamment de certaines chaînes privées, plusieurs fois rappelées à l'ordre par l'autorité de régulation du secteur (Arav), le gouvernement a décidé d'agir. Désormais, les chaînes doivent se conformer à la réglementation.

S. A. M.





Plus de 19 tonnes de cannabis saisies en quatre mois

## La drogue infeste le pays

Le phénomène de trafic de drogue prend des proportions inquiétantes. Des quantités impressionnantes sont «déversées» à travers les frontières ouest du pays, infestant la société et faisant des ravages parmi les jeunes.



Par M. Aït Chabane

Les chiffres de saisies communiqués périodiquement par les différents services de sécurité donnent la chair de poule et renseignent sur l'ampleur de ce phénomène qui attente sérieusement à la sécurité du pays et à la santé publique. En effet, plus de 19 tonnes de résine de cannabis ont été saisies par les services de sécurité durant les seuls quatre premiers mois de l'année en cours. «Au total, 19 181,616 kg de résine de cannabis ont été saisies durant les quatre premiers mois de l'année 2017, dont 84,89% dans la région ouest du pays», a précisé l'Office dans son rapport, se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants (gendarmerie, police et Douanes). La quantité de résine de cannabis saisie durant les quatre premiers de l'année en cours a enregistré une baisse de

50,50% par rapport à la même période de l'année 2016, en raison surtout du renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières, selon une source proche de l'Office qui relève que malgré cette baisse les quantités saisies restent «encore élevées». Selon le rapport, 11,93% des quantités saisies ont été enregistrées dans la région Sud du pays, 2,12% dans la région Est et 1,06% dans le centre du pays. S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie a augmenté, passant de 149,040 grammes durant les quatre premiers mois de l'année 2016 à 193,353 grammes à la même période de 2017, soit une hausse de 29,73%, selon le même bilan. En revanche, la quantité de cocaïne saisie a fortement baissé (92,84%) passant de 42.987,17 grammes à 3.079,13 grammes durant la même période de référence. Quant aux psychotropes, le bilan

relève également une «diminution» des quantités saisies, passant de 518 158 à 467 324 comprimés durant cette même période, soit une baisse de 9,81%, soulignant que 37,67% ont été saisis à l'ouest du pays. Selon les investigations menées par les services concernés, 13.061 individus ont été impliqués dans des affaires liées à la drogue (+0,04%), dont 60 étrangers, selon le même bilan qui fait état de 245 personnes en fuite. Les données de l'Onldt révèlent également, que parmi les personnes impliquées, 2 712 sont des trafiquants alors que 7 018 sont des usagers de résine de cannabis et 1 600 sont des trafiquants de substances psychotropes et 1 619 en sont des usagers. S'agissant du trafic des drogues dures, il concerne 44 trafiquants et 16 usagers de cocaïne et 29 trafiquants et 15 usagers d'héroïne. Durant les quatre premiers mois de l'année en cours, 10 489

affaires ont été traitées liées à la drogue contre 10 015 affaires à la même période de l'année 2016, soit une augmentation de 4,73%. Sur le total des 10 489 affaires traitées, 2 657 sont liées au trafic illicite de la drogue, 7 823 autres affaires relatives à la détention et à l'usage de drogue, et neuf affaires liées à la culture de cannabis, conclut la même source. Ce phénomène de trafic de drogue est d'autant plus dangereux qu'il constitue un sérieux problème de santé publique en Algérie. Les chiffres sur la toxicomanie sont effarants. La drogue est omniprésente parmi la société, dans les écoles, les milieux de travail et dans la rue, notamment. Les dealers prolifèrent à travers les quatre coins du pays, en dépit de la lutte sans merci menée par les services de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale pour endiguer ce phénomène.

M. A. C.

Fonctions exigeant la nationalité algérienne exclusive

### Le modèle de déclaration sur l'honneur défini

Un décret exécutif fixant le modèle de déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la nationalité algérienne exclusive, relatif à l'accès aux hautes fonctions de l'Etat et aux fonctions politiques et militaires, a été publié dans le dernier numéro du *Journal officiel*.

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 17-01 du Rabie Ethani 1438 correspondant au 10 janvier 2017, susvisée, ce présent décret a pour objectif de fixer le modèle de déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la nationalité algérienne exclusive.

La déclaration sur l'honneur attestant de la jouissance de la personnalité algérienne exclusive est déposée, par les personnes prévues à l'article 2 de cette loi, auprès du Premier président de la Cour suprême.

Elle est établie en deux exemplaires, conformément au modèle annexé au présent décret. Un exemplaire portant le sceau de la Cour suprême et récépissé de dépôt sont remis au concerné.

La loi définissant les hautes responsabilités de l'Etat et les fonctions dont la nature sensible exige la jouissance exclusive de la nationalité algérienne fixe une liste d'une quinzaine de fonctions inhérentes à des responsabilités politiques, militaires et civiles, à savoir président du Conseil de la nation, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Premier ministre, président du Conseil constitutionnel, membres du gouvernement, secrétaire général du gouvernement, Premier président de la Cour suprême, président du Conseil de l'Etat, gouverneur de la Banque d'Algérie, responsables des corps de sécurité, président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), commandants des forces armées, commandants des Régions militaires, et toute haute responsabilité militaire fixée par voie de règlement.

H. L.

Sur instruction du Président Bouteflika

## Une session spéciale pour les retardataires du Bac

Par Rachid Chihab

Une bonne nouvelle pour les candidats retardataires à l'examen du baccalauréat. Après plusieurs réclamations des parents de ces derniers, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, sous instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décidé d'organiser une session spéciale à cette catégorie.

Le Premier ministre a affirmé, vendredi à Alger, qu'une session spéciale du baccalauréat est accordée aux seuls candidats ayant rejoint en retard leurs centres d'examen, précisant qu'il ne s'agit pas d'une «nouvelle session de l'examen». Autrement dit, les absents et ceux qui ont déjà

passé cet examen ne sont pas concernés par cette session, la première du genre en Algérie.

M. Tebboune qui a annoncé avant de répondre aux interrogations des députés sur le plan d'action du gouvernement, que le Président de la République «a donné une instruction pour organiser une session spéciale du Bac pour les élèves exclus de la dernière session du Bac pour raison de retard», a expliqué, lors du point de presse animé à l'issue de la plénière, qu'il «ne s'agit pas d'une nouvelle session du baccalauréat». «C'est une session pour les candidats qui n'ont pas pu passer leurs examens à cause du retard qu'ils ont mis pour rejoindre les centres d'exa-

mens», a-t-il souligné, relevant qu'ils «sont un millier et quelques» à être concernés par cette mesure.

Le Premier ministre a indiqué, par la même occasion, que «le Président de la République a entendu les doléances des parents d'élèves et il a ordonné le gouvernement de préparer une session spéciale pour ces retardataires», écartant ainsi la tenue d'une session spéciale pour tout le baccalauréat.

Pour ce faire, toutes «les prérogatives pour l'organisation matérielle de cette session qui doit se dérouler dans les mêmes conditions de rigueur» ayant prévalu lors de la session du mois de juin «ont été octroyées à la

ministre de l'Education nationale, Mme Nouria Benghebrit», a-t-il précisé.

C'est pour la première fois que le gouvernement décide de prendre en compte les retardataires à l'examen du Bac. Dans le passé, les retardataires sont systématiquement exclus de l'examen. Les sessions spéciales ont été décidées lors des catastrophes nationales ou fuites des sujets. La première session spéciale été organisée en été 1992 après la fuite massive des sujets du baccalauréat de plusieurs spécialités.

La seconde fois remonte en 2001, plus exactement lors des événements du «Printemps noir». Pour permettre aux élèves

victimes de cette tragédie, les pouvoirs publics avaient décidé à l'époque de donner une seconde chance aux élèves ayant échoué lors de la première session. Deux ans plus tard, une autre session spéciale a été organisée pour les élèves des régions touchées par le séisme du 21 mai 2003 qui a frappé la wilaya de Boumerdes et les régions avoisinantes.

En 2016, le ministère de l'Education nationale a été contraint, une autre fois, à tenir une deuxième session du Bac en raison de la fuite des sujets. Les élèves avaient trouvé les sujets des examens sur les réseaux sociaux quelques heures avant le début des épreuves.

R.C.



Réformes économiques et sociales

# Quelle marge de manœuvre pour le gouvernement Tebboune ?

**Ceux qui voyaient en le gouvernement Tebboune un cabinet de «technocrates», destiné à prendre en charge les éléments les plus prégnants de la crise économique et sociale induite par la baisse des revenus pétrolier, sont sans doute appelés à réviser leur copie.**



Par Saâd Taferka

Cela, en considérant la charge politique qui a pesé sur le plan d'action du Premier ministre, tel qu'il a été présenté devant l'Assemblée nationale et adopté à la majorité dans la nuit du vendredi. Le coup de stater a été donné déjà par la Conseil des ministres du 14 juin dernier, au cours duquel le Président de la République avait décliné les points d'articulation sur lesquels est censée s'édifier l'action du nouveau gouvernement. Si le nouveau modèle de croissance économique, adopté en 2016 sous le gouvernement de Abdelmalek Sellal, est maintenu, ne serait-ce que dans son intitulé, le plan de Abdelmadjid Tebboune et les orientations de Bouteflika lui ont adjoint un certain nombre d'éléments fondamentaux, en relation avec la vie politique du pays, les libertés publiques, la communication, le cadre de vie, le phénomène migratoire des ressortissants africains, le problème des candidats suspendus de l'examen du baccalauréat pour cause de retard...etc. En d'autres termes, le plan d'action du gouvernement Tebboune prend l'allure d'un mégaprogramme qui dépasse les questions techniques exclusivement liées à l'investissement, la fiscalité, les ajustements budgétaires, les réaménagements des subventions sociales, la rationalisation de la dépense publique, la réduction des importations...etc.

Il semble logique et compréhensible que le gouvernement, «harcelé» par le positionnement des priorités et des urgences, en arrive à concevoir une politique globale, celle qui, en dernière instance, décide des solidarités entre tous les éléments du puzzle. Et il en est ainsi. Autrement dit, les réformes, pour reprendre un terme presque usé jusqu'à la corde, mais qui garde tous ses exigences et ses impératifs, sont globales ou ne sont pas ! Les éléments dits «techniques», spécifiques aux problématiques de l'investissement, des

réajustements budgétaires et des investissements diversifiés hors hydrocarbures, font réellement partie d'une chaîne vertueuse, celle supposée pouvoir installer un climat favorable aux investissements nationaux et au partenariat avec l'étranger; un climat favorable à la libération des énergies nationales, à la neutralisation/intégration du secteur informel et à l'exploitation des potentialités en friche; un climat favorable à la gestion des affaires publiques, au développement local et à la décentralisation. C'est là un puzzle complexe pour la résolution duquel l'Algérie a enregistré beaucoup de retard, du fait que le pays - société et Etat - était pris dans le piège de la rente pétrolière. Cette dernière a, par les solutions trompeuses de facilité qu'elle a offertes aux gestionnaires des affaires publiques, éloigné presque entièrement la nécessité de réflexion et le sens de la prospective. D'où, aujourd'hui, l'absence de structures et d'outils d'analyse et de prospective. L'universitaire Abderrahmane Mebtoul, a noté, le 21 juin dernier que, «l'avancée ou l'accélération des réformes en Algérie est inversement proportionnelle au cours du pétrole», en ajoutant que les réformes sont «paradoxalement freinées lorsque les cours s'élevaient. Il faut avoir une vision stratégique avec une quantification précise dans le temps du mode de financement et surtout une nette volonté politique de réformer, loin des utopies des années 1970».

## Les élites ont «fauté»

Un autre universitaire, Abdelhak Lamiri, professeur en management, affirme que «les élites économiques assument la responsabilité de la non-émergence de l'Algérie». Il dira, au cours du forum d'El Moudjahid de mars dernier, que «les économistes ont induit le gouvernement en erreur au début des années 2000 en prescrivant le rattrapage infrastructurel alors qu'il fallait recommander l'investissement dans la ressource humaine.

En somme, la charrue avant les bœufs». Il préconise que l'Algérie procède comme les pays qui ont émergé. «Il faudrait d'abord investir dans les cerveaux humains et moderniser l'administration. Or, nous avons investi beaucoup d'argent dans les infrastructures. C'est-à-dire, injecté de l'argent dans une économie qui ne sait pas l'utiliser. Et, résultat des courses : c'est un argent qui a été gaspillé dans des surcoûts et des malfaçons». Le constat demeure partagé par un grand nombre d'analystes nationaux, malgré l'amélioration de certains services induite par les investissements dans les infrastructures et équipements.

Pour avoir «omis» d'investir dans la formation de qualité et dans l'émergence d'entreprises privées et publiques de production, l'Algérie en paye aujourd'hui la facture par des mesures de rigueur budgétaire et d'efforts pour contenir la contestation sociale.

Le gouvernement de Abdelmadjid Tebboune n'a pas reçu de cadeau. Il est appelé à faire face à une situation que le pays n'a pas connue depuis longtemps. Les solutions préconisées par les institutions internationales, tel que le Fonds monétaire international, ne sont pas toutes à prendre avec légèreté. On lit dans le communiqué du Conseil des ministres du 14 juin, de façon expresse et, en même temps entre les lignes, que les réajustements économiques et sociaux que compte mettre en œuvre le gouvernement ont besoin d'un «consensus» de tous les acteurs. Il est ainsi fait appel aux partis politiques et à la société civile que le gouvernement est censé associer à sa démarche, afin de faire passer des mesures qui pourraient apparaître comme «impopulaires». Il en est ainsi des subventions au soutien des prix des produits de premières nécessités que le gouvernement voudrait réformer rapidement dans le sens d'un nouveau ciblage et

d'un nouveau procédé d'attribution. Et c'est à niveau d'observation que des analystes reprochent aux pouvoirs publics l'indigence de statistiques sociales relatives au niveau de vie, au chômage, à la situation des handicapés et aux ménages aux besoins spécifiques. Avec tous les budgets dépensés depuis plus de 14 ans, l'Algérie n'a pas pu créer des instances (instituts, centres, secrétariats d'Etat...) à même d'asseoir des statistiques fiables dans le domaine économique et social. L'idée de recensement des ménages nécessaires remonte au milieu des années 2000, et fait appel au concours du ministère de la Solidarité et des services sociaux des APC. On sait ce qu'il en est, à la seule vue de la débandade dont pâtit depuis plusieurs années le «Couffin du Ramadhan». On peut aussi y inclure la prime de scolarité de 3 000 dinars, convoitée par des entrepreneurs et de gros commerçants.

## Finies les tergiversations ?

L'ancien gouvernement a assurément pêché par un excès de tergiversations et de déficit d'audace. Il a voulu compter sur l'instance de la tripartite pour en faire «une plate-forme de relance économique» concertée avec les partenaires économiques et sociaux (patrons et syndicats). Or, on sait ce qu'a produit la tripartite depuis les 10 dernières années : des augmentations de salaires, peu justifiées sur le plan de la croissance et de la productivité.

Sur un autre plan, le «brain-trust» créé au sein du ministère de l'Industrie en 2012, pour préparer un nouveau code des investissements, a fait adopter son texte en juillet 2016. Mais, à ce jour, très peu de choses ont changé dans ce qui est appelé le climat des affaires. La lourdeur, à commencer par le foncier, semble être la caractéristique principale des dossiers d'investissement.

C'est une équation bien complexe que de travailler à relancer l'économie d'entreprise - face à une facture d'importation perdue dans son élasticité quasi-infinie - et de tenter de satisfaire, dans l'immédiat, les besoins des populations en matière de pouvoir d'achat et d'emplois. C'est que le gouvernement lui-même avait visiblement manqué «punch», de sens de la prospective et de capacité de persuasion afin de faire admettre aux populations la relation dialectique qui existe entre les deux termes de l'équation. L'impatience des ménages, en situation de travail ou de chômage, donne l'impression qu'elle constitue toujours une menace pour l'ordre public. Plus qu'une impression, les pouvoirs publics ont eu à gérer sur le terrain des dizaines, voire des centaines de manifestations de colère par lesquelles les citoyens tentent de se faire entendre auprès des gouvernants. Il se trouve malheureusement que la crédibilité de ces derniers n'a pas été toujours bien «cotée» auprès des populations, vu le passif de promesses non tenues; promesses inhérentes, aussi bien au règlement de certaines problèmes immédiats, relevant souvent de la médiocrité des prestations des services publics, qu'aux questions de fond, afférentes au développement et à la croissance économique, seuls gages d'une prospérité collective durable. Indéniablement, la mission du gouvernement Tebboune est complexe. Mais, elle n'est pas impossible. Au-delà de la stratégie de relance économique et des efforts à consentir pour assurer la diversification des activités, le maître-mot semble être l'équité et l'esprit de justice sociale qui doivent empreindre toutes les décisions inscrites dans la logique de la rigueur budgétaire (réajustement des subventions, réduction des budgets de certains secteurs sensibles...). Autrement dit, une austérité bien partagée pourra assurer une marge de manœuvre assez large au gouvernement pour mener les réformes attendues. S.T.



Prix du pétrole

# Le Brent ouvre la semaine à moins de 46 dollars

Les cours du pétrole se redressaient un peu hier en cours d'échanges européens, après la chute de la semaine dernière qui les avaient vu reculer à des plus bas en plus de sept mois.



En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 45,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 25 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 29 cents à 43,30 dollars.

«Le Brent et le WTI se repré-

sent un peu hier grâce au déclenchement de rachats de positions à découvert», a observé David Madden, analyste chez CMC Markets.

En effet, certains investisseurs profitaient depuis la fin de semaine dernière de l'accès de faiblesse des cours du brut pour effectuer quelques achats à bon compte.

Mardi dernier, le Brent était tombé à 44,35 dollars, son niveau le plus faible depuis mi-novembre 2016, et le WTI à 42,05 dollars, au plus bas depuis

mi-août dernier.

Les cours avaient dégringolé du fait d'inquiétudes sur le fait que les limitations de production mise en place par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires en fin d'année dernière «ne sont pas parvenues à faire diminuer la surabondance de l'offre, qui est en partie due à la hausse de la production de pétrole de schiste aux Etats-Unis», ont observé les analystes de FxPro.

Ainsi, pour les analystes de Commerzbank, le rebond des

cours ne devrait être qu'un mouvement technique après les plus bas du Brent et du WTI en respectivement plus de sept et dix mois car les informations sur le marché du pétrole restent négatives. «Le marché de l'énergie est sous pression depuis quelques semaines maintenant, et comme le nombre de puits de forage en activité (aux Etats-Unis) a grimpé la semaine dernière pour la 23e semaine consécutive, les craintes liées à la surabondance vont demeurer», a prévenu M. Madden. **R. E.**

Portugal

## Le déficit public ramené à 2,1% du PIB

Le Portugal a ramené son déficit public à 2,1% du PIB au premier trimestre 2017 contre 3,3% à la même période de l'an dernier, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques (Ine). Ce chiffre n'intègre pas le coût de la recapitalisation de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD), car le traitement statistique de l'injection de 3,9 milliards d'euros de fonds publics est «en cours d'analyse», a précisé l'Ine.

Entre janvier et mars, le déséquilibre des comptes publics portugais s'est réduit à 965,6 millions d'euros, contre 1,46 milliard d'euros au premier trimestre 2016, grâce à une hausse des recettes de l'Etat (+3,1%) plus importante que celle des dépenses (+0,3%).

Cette année, le gouvernement socialiste compte réduire son déficit à 1,5% du PIB. La dette publique, qui s'élevait toujours à 130,4% du PIB l'an dernier, devrait être ramenée à 127,9% fin 2017.

En 2016, le Portugal avait réduit son déficit public à 2% du PIB, au plus bas depuis 1974. Après un déficit de 4,4% du PIB en 2015, le Portugal est ainsi passé pour la première fois sous la barre des 3% fixée par les règles budgétaires européennes.

Par conséquent, le Conseil européen a mis officiellement fin vendredi dernier à la procédure pour déficit excessif engagée en 2009 à l'encontre du Portugal.

A la mi-avril, le gouvernement avait revu à la hausse sa prévision de croissance économique pour 2017 à 1,8%, contre 1,5% auparavant. L'économie du Portugal avait affiché en 2016 une croissance de 1,4%. Depuis, la Banque du Portugal a elle aussi relevé sa prévision de croissance pour 2017, tablant désormais sur une hausse du PIB de 2,5% contre 1,8% auparavant, au plus haut depuis 2007, portée par les exportations et l'investissement.

**H. L.**

Assurance

## La CAAT lance un service de notification par SMS

La Compagnie algérienne des assurances (Caat) vient de lancer son service de notification d'événements pertinents par SMS, dans l'objectif de faciliter sa relation avec sa clientèle et rester, en permanence, à son écoute, a indiqué mercredi la compagnie dans un communiqué.

Rappels d'échéance de contrats d'assurance pour renouvellement, prises de rendez-vous pour une visite chez l'expert, règle-

ment des sinistres, promotions commerciales et lancement de nouveaux produits, peuvent être transmis instantanément et à titre gracieux grâce à ce service, écrit la compagnie publique dans son communiqué.

«Afin d'éviter tout désagrément dû à un contrat d'assurance automobile arrivé à échéance à l'insu de l'assuré, nous jugeons qu'il est de notre devoir de le contacter suffisamment à l'avance pour l'avertir que son

contrat prendra bientôt fin», souligne la même source. Pour ce faire, «la Caat, procédera à l'envoi de deux alertes : la première, 10 jours avant la date d'échéance du contrat, la seconde, trois jours avant», a expliqué le P-DG de la Caat à l'occasion du lancement de ce nouveau service, Youcef Benmicia, cité par le communiqué.

«Dans le cadre de la conduite de la transition digitale de sa gestion et afin de rester

en permanence à l'écoute des besoins d'une clientèle de plus en plus connectée et exigeante, la Caat se dote, ainsi, d'un outil moderne et efficace alliant performance et agilité pour l'optimisation de sa relation client», note le communiqué. Dotée d'un capital de 16 000 000 000 de DA, la Caat est une société d'assurance publique, rappelle-t-on.

**R. Y.**

Vaccination du cheptel

## Plus de 178 000 têtes ciblées à Constantine

La campagne de vaccination du cheptel, lancée à travers l'ensemble des communes de la wilaya de Constantine au titre de la saison agricole 2016-2017 a jusqu'à présent ciblé pas moins de 178 518 têtes, toutes espèces confondues, a indiqué samedi à l'APS le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

Il s'agit de 139 048 ovins, vaccinés contre la clavelée appartenant à 1 285 éleveurs dans cette wilaya qui dispose actuellement de près de 300 000 têtes ovines, a précisé le même responsable, faisant savoir que

200 000 doses de vaccins anti-claveleux ont été mobilisées cette année par l'inspection vétérinaire pour prévenir cette maladie.

L'opération, lancée le 15 mars dernier dans le cadre du plan national de lutte contre les zoonoses et la protection de la santé publique, a touché aussi 36 938 bovins qui ont été vaccinés, selon le même responsable.

Au moins 43 400 doses de vaccins ont été réservées pour lutter contre cette maladie dans cette wilaya qui compte actuellement près de 60 000 têtes bovines recensées à travers l'ensemble de ses communes,

a-t-il fait remarquer.

La campagne, qui se poursuivra jusqu'à fin juin en cours, a ciblé également 58 chiens, vaccinés contre la rage, a-t-on encore ajouté, soulignant que 3 130 doses de vaccins antirabique ont été accordées à cette wilaya. L'opération vise la prévention du cheptel contre ces maladies et la protection de la ressource animale qui constitue une source de revenus pour les populations du monde rural, a encore indiqué le même responsable. Le cheptel de la wilaya de Constantine est «sain» et aucun foyer de ces maladies n'a été signalé, durant ces der-

nières années, a tenu à relever M. Ghediri, signalant toutefois, la nécessité de prendre, à titre préventif, des précautions sanitaires, dans le cadre de la lutte contre les zoonoses qui peuvent se transmettre de l'animal à l'homme.

Des campagnes de sensibilisation et d'orientation, en vue d'assurer une large adhésion des éleveurs, notamment les producteurs du lait, aux différents programmes de vaccination du cheptel, ont été régulièrement organisées afin de préserver le cheptel de la wilaya, a-t-on signalé à la direction du secteur. **G. L.**

Stimulation neurologique pour le traitement de la maladie de Parkinson

# 120 patients sur la liste d'attente à l'EHU d'Oran

Quelque 120 patients atteints de la maladie de Parkinson attendent de bénéficier de la nouvelle technique de stimulation du cerveau à l'aide d'électrodes très fines pouvant apporter un réel soulagement, a indiqué à l'APS, le chef de service de neurochirurgie de l'EHU 1<sup>er</sup> Novembre d'Oran. .



Deux opérations de stimulation neurologique, une technique introduite récemment à l'Ehuo, ont été effectuées au niveau du service, depuis le lancement de cette nouvelle technique au milieu de l'année 2016, a indiqué le Pr Bachir Benlebna, ajoutant que le service compte augmenter le nombre de prise en charge à une vingtaine par année.

«Il ne serait pas possible de prendre en charge tous les patients qui affluent de différentes régions du pays, l'Ehuo et un autre centre à Alger étant les seuls à faire ce genre d'intervention», a-t-il regretté, soulignant que le coût du stimulateur assez important, soit 4 millions de dinars, limite encore plus le nombre des prises en charge possibles.

«Tous les parkinsoniens

ne peuvent pas prétendre à la stimulation neurologique, indiquée lorsque les médicaments ne font plus effet», précise le Pr Benlebna.

En Algérie, la maladie de Parkinson est la deuxième maladie neuro-dégénérative la plus fréquente après la maladie d'Alzheimer. Il s'agit d'une pathologie dégénérative du cerveau qui touche principalement les neurones dopaminergiques présents dans la substance noire du cerveau, a-t-on expliqué.

Les traitements existants visent à compenser le manque de dopamine dans le cerveau qui va entraîner des troubles moteurs, comme la lenteur et la difficulté de mouvement, le tremblement et la rigidité, a-t-il expliqué, ajoutant que la stimulation est proposée une fois que les médica-

ments cessent de donner un effet.

Au commencement de la maladie, les médicaments permettent aux patients de vivre sans symptômes ou presque, mais au bout de quelques années, les complications se manifestent sous forme de mouvements involontaires et de fluctuation entre périodes d'amélioration et résurgence des symptômes moteurs au cours de la journée.

«Certains patients peuvent être particulièrement handicapés par ces mouvements involontaires ou dyskinésies», souligne le Pr. Benlebna, notant que le premier patient opéré à l'Ehuo, âgé à peine de 40 ans, était incapable de marcher. L'opération lui a permis de retrouver l'intégralité de ses capacités motrices après deux jours de l'inter-

vention.

«Alors que la maladie ne touchait que des personnes âgées, nous avons constaté qu'elle atteint désormais des sujets jeunes», a fait constater le même spécialiste.

«La stimulation neurologique pour le traitement de la maladie de Parkinson consiste à placer une pile sous-cutanée projetant des électrons au niveau du cerveau, et qui stimulent à leur tour les neurones», a-t-il expliqué, ajoutant que cette stimulation permet de sécréter la dopamine (une substance qui contrôle le mouvement et le fonctionnement du corps) ce qui atténue les symptômes de la maladie. Le procédé thérapeutique est pratiqué sur des patients éveillés, afin de permettre une interaction avec le médecin.

T. K.

DAS de Constantine

## Lancement d'une opération de solidarité au profit des cancéreux

La direction de l'action sociale (DAS) de la wilaya de Constantine a lancé en début de semaine une opération portant sur l'organisation de visites à domicile de malades atteints de cancer issus de milieux défavorisés qui touchera dans une première étape 250 familles, a déclaré jeudi à l'APS, la directrice locale du secteur, Samia Gouah.

Première du genre dans la wilaya de Constantine, cette opération de solidarité, organisée en coordination avec le Croissant-Rouge algérien vise essentiellement à dresser un constat sur la situation des personnes atteintes de cancer pour déterminer leurs besoins et leur apporter toute l'aide nécessaire, notamment pour les cas qui requièrent une

prise en charge multisectorielle, a précisé Mme Gouah. Elle a révélé, à ce propos, que jusqu'à présent, 50 familles habitant le chef-lieu de wilaya ont pu bénéficier de ces visites qui s'étendront à partir de jeudi à la commune du Khroub, expliquant que c'est dans ces deux communes où l'on trouve le plus grand nombre de cancéreux dans la wilaya de Constantine. Mobilisant 25 personnes et trois brigades, ces visites seront prochainement élargies aux autres communes de la wilaya, a-t-elle soutenu. Le fichier des personnes atteintes de cancer dont dispose la DAS est loin de refléter le nombre exacte des malades qui risquent probablement d'être revu à la hausse, a ajouté Mme Gouah qui a affirmé que sa direction s'emploie actuellement, en

coordination avec la direction de la santé et quelques associations de lutte contre le cancer à revoir cette liste afin que les malades qui n'y sont pas encore inscrits puissent bénéficier à l'avenir de ce genre d'initiatives. Elle a, par ailleurs, fait savoir que la société civile sera sollicitée pour cette opération juste après le mois de Ramadhan et ce, afin d'assurer une meilleure prise en charge des malades et de répartir efficacement le travail à travers la wilaya de Constantine.

Dans ce cadre, des visites de solidarité au profit des cancéreux admis au centre hospitalier universitaire Ibn Badis, mais également les personnes souffrant d'insuffisance rénale seront prochainement organisées par la DAS.

L. M.

Selon ONUDC

## 29,5 millions de personnes dans le monde souffrent de troubles liés à la consommation de stupéfiants

Environ un quart de milliard de personnes consommaient des stupéfiants en 2015, dont 29,5 millions souffraient de troubles liés à leur consommation, y compris de dépendance, selon le rapport mondial sur les drogues publié jeudi par l'Onudc. Les troubles liés à la consommation d'amphétamines représentent également une part considérable du fardeau mondial de la maladie, constate le rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. «Alors que le marché des nouvelles substances psychoactives (NPS) est encore relativement restreint, les consommateurs ignorent le contenu et le dosage des substances de certaines NPS. Cela expose potentiellement les consommateurs à des risques supplémentaires graves pour la santé», précise l'Onudc.

Le rapport relève que c'est l'hépatite C qui cause le plus de dommages parmi les 12 millions de personnes qui se droguent par injection dans le monde. Sur ce nombre, un sur huit (1,6 million) vit avec le VIH et plus de la moitié (6,1 millions) vivent avec l'hépatite C, tandis qu'environ 1,3 million souffrent à la fois de l'hépatite C et du VIH. L'Onudc souligne que l'accès aux soins demeure médiocre malgré les progrès récents dans le traitement de l'hépatite C, celui-ci reste très coûteux dans la plupart des pays. «Il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour faire face aux nombreux préjudices infligés par les stupéfiants à la santé, au développement, à la paix et à la sécurité, dans toutes les régions du monde», a déclaré le directeur exécutif de l'Onudc, Yury Fedotov, cité dans le rapport. L'office onusien estime que les groupes criminels organisés transnationaux du monde entier avaient généré en 2014 entre un cinquième et un tiers de leurs revenus grâce à la vente de stupéfiants. Les communications mobiles offrent de nouvelles opportunités aux trafiquants, tandis que le Darknet permet aux consommateurs d'acheter anonymement des stupéfiants.

Selon le rapport, la gamme de substances disponibles sur le marché de la drogue s'est considérablement élargie. Le marché des opioïdes en particulier est de plus en plus diversifié, alors que la production d'opium est en hausse et le marché de la cocaïne prospère.

En 2016, la production mondiale d'opium a augmenté d'un tiers par rapport à l'année précédente, essentiellement à cause de la hausse des rendements des cultures de pavot à opium en Afghanistan. Le rapport souligne également l'expansion du marché de la cocaïne qui a augmenté de 30% durant la période 2013-2015, principalement en raison de l'augmentation des cultures en Colombie. Concernant le financement du terrorisme par les revenus générés par le trafic de drogue, l'Onudc indique que certains groupes terroristes dépendent de ces recettes à l'instar des taliban qui tirent près de la moitié de leur revenu annuel de ce trafic.

L. M.

## Depuis le début du Ramadhan Cérémonies de circoncision au profit de 318 enfants

Des cérémonies de circoncision ont été organisées au profit de 318 enfants de fonctionnaires de la Sûreté nationale, d'orphelins et autres issus de familles démunies, a indiqué vendredi un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn). «A l'occasion de Leïla el Qadr (Nuit du destin), la Dgsn a organisé des cérémonies de circoncision collective au profit de 25 enfants issus de familles démunies en collaboration avec l'association Nada, atteignant ainsi un total de 318 enfants de fonctionnaires du secteur, d'orphelins et autres issus de familles démunies», a précisé la même source. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'action humanitaire et de solidarité que réalise le corps de la Sûreté durant ce mois sacré, en collaboration avec plusieurs associations de la société civile, a indiqué la même source, précisant que «le personnel de l'Etablissement hospitalier de la Sûreté nationale (Les Glycines) a assuré les meilleures conditions pour la réussite de cette cérémonie, en garantissant les moyens matériels nécessaires et un staff médical composé de chirurgiens, d'infirmiers et de psychologues».

K. A.



Plan delphine à Mostaganem

# Mobilisation de 2500 gendarmes

Quelque 2.500 gendarmes seront mobilisés à Mostaganem dans le cadre du plan Delphine 2017, a-t-on appris mercredi du chargé de communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale.



Le capitaine Bouafia Salim a indiqué à l'APS, en marge des «portes ouvertes» sur la gendarmerie nationale mercredi à la maison de la culture «Ould Abderrahmane Kaki», que le groupement de wilaya de ce corps de sécurité sera renforcé par des agents supplémentaires des wilayas limitrophes à l'instar de Relizane et de Sidi Bel-Abbès et des écoles de formation relevant de la gendarmerie nationale en vue d'encadrer et d'accompagner la saison estivale 2017.

Ce plan, qui se poursuivra jusqu'à la fin octobre prochain, vise à sécuriser la circulation routière et protéger les estivants contre la criminalité à travers les 34 plages autorisées à la baignade.

Les statistiques avancées lors de cette manifestation de trois jours font ressortir une baisse du nombre d'accidents de la circulation et de décès durant les cinq premiers mois de l'année en cours par rapport à l'année dernière.

La même période a enregistré 34 accidents de la route faisant 17 morts et 47 blessés à des degrés différents de gravité contre 50 accidents (24 morts et 123 blessés) en 2016. Les causes des accidents enregistrés surtout sur les RN 90 et 11 sont dues à l'excès de vitesse et dépassements dangereux, entre autres.

La gendarmerie nationale a traité, durant la même période, 14 affaires de vols de voitures avec l'arrestation de 11 personnes

dont 9 écroués et 2 mis en liberté provisoire et la récupération de 6 véhicules.

Au total, 34 affaires de drogue ont été traitées avec l'arrestation de 34 personnes dont 28 placées en détention et 6 libérées. La valeur des saisies a atteint 5 kilos de kif traité, 1,6 grammes de cocaïne et 225 psychotropes.

Pour l'immigration clandestine, les mêmes services ont traité deux affaires et arrêté 13 personnes qui ont été ensuite mis en liberté.

Des moudjahidine et veuves de chouhada, des handicapés et des retraités du corps de la gendarmerie nationale ont été honorés à cette occasion.

R. B.

Saida

## Réception en septembre du projet de réhabilitation de l'hôtel "El Foursane"

Le projet de réhabilitation et modernisation de l'hôtel El Foursane de Saida sera réceptionné en septembre prochain, a-t-on appris, mercredi du directeur du tourisme et de artisanat, Mohamed Bensaoud.

En marge de la journée nationale du tourisme célébrée le 24 juin, Mohamed Bensaoud a souligné que les travaux d'aménagement de cet établissement hôtelier relevant de l'Entreprise de gestion touristique de Tlemcen (EGTT) devra offrir des

conditions meilleures de repos et d'accueil aux touristes. Cet hôtel situé à proximité de l'ancienne forêt de Saida a été lancé en travaux en 2015 pour un coût de 550 millions DA, a-t-on indiqué.

Cet hôtel, aménagé sur une superficie d'un hectare, dispose de 62 chambres, 136 lits, d'un restaurant, d'un café-terrace, d'une salle de conférences et d'une piscine.

Cette journée, organisée sous le slogan tourisme et développement durable, a été

marquée par une visite aux enfants hospitalisés à l'hôpital «Hamdane Bakhta» (Saida), auxquels ont été offerts des cadeaux, des jouets, des friandises et des fleurs. Dans ce cadre, le directeur du tourisme et d'artisanat a souligné, que cette initiative coïncide avec la célébration de la journée nationale du tourisme, la célébration de leilat El Qadr vise à faire entrer le sourire aux enfants malades.

R. S.

Sidi Bel-Abbès

## Tests de la vitesse maximale du tramway

Des essais sur la vitesse maximale du tramway de Sidi Bel-Abbès, qui entrera en service le 5 juillet prochain, ont été lancés mercredi, a-t-on appris du chef du projet, Laid Ziane. La période s'étalant de 5 heures à sept heures du matin a été choisie pour effectuer ces essais qui se poursuivront demain jeudi. Ces essais sur une distance de 14,5 kilomètres utilisent des wagons à une vitesse de 55 km à l'heure avec des arrêts entre les stations, selon le même responsable qui a affirmé que c'est

une vitesse importante au centre-ville nécessitant une maîtrise par les conducteurs. M. Laid a souligné que lors de l'entrée du tramway de Sidi Bel-Abbès en service, la vitesse sera fixée pour chaque tronçon, faisant savoir que les conducteurs sont formés dans ce domaine afin d'assurer une gestion optimale de ce moyen de transport moderne à travers 22 stations.

Le même responsable a appelé les citoyens (piétons et automobilistes) à éviter le tracé du tramway lors des essais qui sont

effectués avec la collaboration des services de la sécurité (police, gendarmerie) et de la protection civile lors d'une période où le trafic est moins dense surtout au mois de ramadhan. Ce projet structurant, qui a nécessité une enveloppe de 32 milliards DA, devra entrer en service le 5 juillet prochain sur une longueur de 14,5 km et une capacité de transport de 62.000 passagers/jour permettant de générer entre 650 et 700 emplois.

M. Y.

Batna

## Baisse sensible des crimes

Le service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Batna a enregistré une baisse sensible des crimes contre les personnes et les biens durant les 3 premières semaines du mois de Ramadhan, par rapport à la même période du mois dernier, a révélé mardi soir un responsable de ce service, le lieutenant Ayoub Adnane.

S'exprimant lors d'une conférence de presse organisée pour dresser le bilan des activités de ce corps de sécurité des 3 premières semaines du mois de Ramadhan en cours, le même responsable a précisé que 160 crimes contre les personnes et les biens ont été enregistrés contre 222 affaires recensées durant la même période du mois de Ramadhan 2016, soit une réduction de 27,92 %.

Les crimes enregistrés contre les biens ont également diminué de 181 affaires dénombrées le mois de Ramadhan 2016 à 177 autres crimes enregistrés durant le mois en cours, soit un taux de baisse de 2,2%, selon le même responsable.

Ce recul du nombre de ces crimes est dû à l'efficacité du plan de sécurité mis en place à cette occasion par les services de police, rappelant que la mission essentielle du corps de la police est de veiller à assurer la sécurité des personnes et des biens.

Pas moins de 346 affaires ont été traitées en 2017 contre 412 enregistrées en 2016, soit une réduction estimée à 20 %, selon les statistiques établies par la sûreté de wilaya.

K. S.

M'sila

## Un budget pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens

Un montant de 1,9 milliard de dinars a été mobilisé au titre de l'année 2017 dans la wilaya de M'sila pour le financement de 290 projets destinés à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya.

Inscrits dans le cadre des programmes de développement communautaires (PCD), 200 projets ont été confiés à des entreprises de réalisation avec une date de livraison fixée pour le début de l'année 2018, exception faite des autres projets devant être réalisés en urgence et portant sur l'extension du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) spécialement durant la saison estivale, selon la même source.

Ces travaux visent l'amélioration du cadre de vie des citoyens et particulièrement ceux habitants dans des zones enclavées à travers notamment l'extension des réseaux d'assainissement et d'AEP, s'ajoute à cela la création de postes d'emploi dans les différents chantiers de réalisation, a-t-on ajouté.

Les services de wilaya ont, par ailleurs, indiqué qu'au cours de la dernière année, 213 projets d'une valeur de 2,67 milliards de dinars, ont été clôturés dans le cadre des PCD.

H. L.



# CONFLITS

Irak

## Apocalypse et parfum de mort dans le vieux Mossoul repris à l'EI

**Bâtiments dévastés, montagnes de gravats, ruelles désertes parsemées de cadavres de jihadistes : c'est le nouveau visage apocalyptique du vieux Mossoul, ancien joyau de l'Irak, dont les quartiers sont peu à peu arrachés par l'armée aux derniers combattants jihadistes.**



**P**our la troisième fois en quelques minutes, le lieutenant-colonel Mohamed al-Tamim passe sans regarder à côté d'un cadavre de jihadiste, à moitié enseveli sous un tas d'énormes gravats qui était encore il y a quelques jours une façade d'immeuble du quartier al-Farouq. Mieux vaut ne pas s'attarder: abandonné depuis plusieurs jours par 40°, la dépouille gonflée et brunie exhale une intolérable odeur de putréfaction.

L'inconnu à la barbe fournie est mort en tenue de combat et les armes à la main, sort qui semble promis aux derniers combattants du groupe Etat islamique (EI) retranchés dans la vieille ville et qui seraient plusieurs centaines selon un commandant des services d'élite du contre-terrorisme (CTS).

Les jihadistes de l'EI, qui s'étaient emparés de Mossoul, la deuxième ville du pays, il y a trois ans, lors d'une offensive éclair, ne tiendraient plus aujourd'hui qu'un kilomètre carré dans la

vieille ville, et sont encerclés de tous bords.

### Ils ne se rendent pas

La ruelle continue de résonner des tirs d'armes automatiques, de roquettes et au mortier que forces irakiennes et jihadistes continuent de s'échanger à quelques dizaines de mètres de là.

«Les combattants de Daech ne se rendent pas», souligne le lieutenant-colonel al-Tamim. «Et s'ils ne se font pas tuer, en dernier ressort, ils se suicident en se faisant exploser».

Des masses métalliques compactées et fondues en témoignent au coin des rues: ce qu'il reste des motos et scooters piégés, parfois précipités contre leurs ennemis par des kamikazes de l'EI.

Les ruelles du quartier sont tapissées d'énormes tas de gravats. Des monceaux de parfois plusieurs mètres de haut, restes des toits et façades qui ont volé en éclat au fil des combats.

Un soldat qui a participé à la reconquête du quartier al-Farouq souligne l'importance des bombardements aériens, dans ces ruelles inaccessibles aux blindés: «On repère d'abord les ennemis. Puis on appelle du soutien aérien pour les éliminer. Puis on avance, avec précaution. On croise beaucoup de cadavres, on traque les autres» jihadistes vivants.

Le paysage urbain est dévasté, sens dessus dessous: fils électriques à même le sol, carcasses de voitures broyées encastrées entre deux étages, rambardeuses d'escaliers tordues et perchées sur les toits ?

Des bâtiments entiers ont explosé en tas de pierre. Les couleurs des commerces des ruelles ont disparu: l'horizon du quartier n'est plus qu'une masse informe, grise et empoussiérée.

### Notre priorité

Les intérieurs des maisons encore debout témoignent de l'état de siège: tout ce qu'elles

comptent d'objets ou d'équipements est entassé de manière anarchique, des vêtements aux vélos, des meubles aux ustensiles de cuisine. Plus aucun civil dans ces maisons fantôme, ni dans les rues, à part quelques couvertures, vêtements, peluches ou jouets égarés.

L'armée irakienne assure prendre toute les précautions pour épargner les dizaines de milliers de civils, dont la moitié d'enfants selon les secouristes, qui se sont retrouvés pris au piège dans les quartiers tenus par l'EI.

«Ils sont notre priorité, et nous les avons secourus», souligne le général Abdelwahab al-Saadi, l'un des commandants des forces antiterroristes (CTS), en parlant des civils évacués lors de la reprise du quartier.

Les militaires ne communiquent guère sur le nombre de victimes civiles des combats ou des bombardements aériens de la coalition internationale dirigée par Washington qui appuie les opérations au sol.

Selon de nombreux témoignages de civils qui ont fui la vieille ville ces derniers jours, très rares sont les familles qui n'ont pas perdu un ou plusieurs proches lors des combats dans leur quartier.

Certains ont été victimes des combattants de l'EI, qui promettaient la mort en cas de tentative de fuite. Mais d'autres témoins ont évoqué des familles entières réfugiées dans les sous-sol de leur maison occupée par des jihadistes, et mortes écrasées dans des bombardements.

Dans les ruelles d'al-Farouq dimanche, l'infecte odeur des corps abandonnés ne flottait d'ailleurs pas qu'autour des cadavres de jihadistes. Elle s'échappait également des monceaux de gravats des maisons bombardées. **AFP**

Syrie

## Les FDS s'emparent d'un quartier de l'ouest de Rakka

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis) ont annoncé avoir progressé dimanche face au groupe djihadiste Etat islamique (EI) dans la ville syrienne de Rakka, où elles se sont emparées du quartier d'Al Kadissia.

Kadissia, dans l'ouest de la ville, est tombé après trois jours d'intenses combats, ont indiqué les FDS, qui ont lancé ce mois-ci l'assaut contre Rakka, qui est la capitale de facto de l'EI en Syrie.

De son côté, samedi, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh, proche de l'opposition) a déclaré samedi que les raids aériens de la coalition internationale, menés en appui aux FDS dans et aux environs de Rakka, avaient fait près de 700 morts parmi les civils depuis le début de l'année. La coalition assure qu'elle s'efforce d'éviter la mort de civils et enquête sur toutes les informations faisant état de tels décès. **Reuters**

Turquie

## Six éléments présumés du PKK tués

Six membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dimanche dans l'est de la Turquie, a rapporté l'agence de presse turque Dogan.

Deux d'entre eux auraient été tués par les forces de sécurité alors qu'ils préparaient une attaque dans la province de Van, dans l'est du pays, a-t-on indiqué.

Les forces de sécurité ont effectué une descente dans une maison servant de repaire pour ces activistes du PKK dans le quartier de Selimbey, à Van. Des échanges de tirs ont suivi et une quantité considérable de munitions a été saisie, selon Dogan.

Quatre autres combattants du PKK ont été tués dans la province de Tunceli, dans l'est de la Turquie, au cours d'une opération antiterroriste. Les affrontements se sont poursuivis jusque tard dans la nuit de samedi à dimanche.

Un groupe de combattants du PKK a également ouvert le feu sur un poste de gendarmerie dimanche à Sütluce, dans cette même province.

Les activistes du PKK se sont enfuis dans une zone forestière à la suite d'une frappe de l'armée turque. Des victimes ont été signalées au cours d'une opération visant à les arrêter. **APS**

Cachemire

## Deux morts dans des combats entre soldats indiens et rebelles

**D**eux rebelles armés ont été tués dimanche au Cachemire indien lors d'une intense fusillade avec les forces gouvernementales dans une école, a annoncé la police.

Les hommes armés, soupçonnés d'appartenir à la rébellion séparatiste, ont commencé par tendre une embuscade à une patrouille de police samedi soir, tuant un agent et en blessant deux autres. Ils se sont ensuite retranchés dans une école de la banlieue de Srinagar, capitale du Cachemire, selon l'AFP.

Des forces de police et des soldats ont alors cerné l'établissement. Des échanges de coups de feu avec les militants se sont poursuivis dimanche alors qu'une opération de recherches se déroulait dans le bâtiment, pièce par pièce.

«La fusillade est terminée. Deux militants ont été tués», a déclaré l'inspecteur général de police Mueer Ahmed Khan. Il a précisé qu'aucun des deux hommes tués n'était de la

région et que la police ne connaissaient que leurs noms de code. Alors que la fête marquant la fin du ramadan débutait dimanche, le mois de Ramadan s'est révélé plus meurtrier que l'année précédente au Cachemire majoritairement musulman, avec 51 morts selon Khurram Parvez, coordinateur de l'ONG Jammu Kashmir Coalition of Civil Society cité par l'AFP qui comptabilise les victimes.

Parmi les personnes tuées figure un policier lynché jeudi soir par la foule devant la grande mosquée de Srinagar. Le même jour, un civil avait été tué et plusieurs autres blessés alors des soldats avaient ouvert le feu sur le convoi funéraire de trois rebelles tués par l'armée indienne. Le conflit au Cachemire indien pèse de plus en plus sur les civils dont une partie éprouve un profond ressentiment envers l'Inde, perçue comme une puissance occupante.

Samedi, durant les combats, des habitants ont jeté des pierres vers les soldats et

scandé des slogans anti-Indiens, alors que les autorités avaient interdit l'accès dans un périmètre de cinq kilomètres autour de l'école et bloqué l'autoroute voisine. La mort en juillet 2016 du jeune chef rebelle,

Burhan Wani, avait embrasé le Cachemire indien engendrant des manifestations anti-indiennes dont certaines ont dégénéré en affrontements meurtriers.

Avant la commémoration de ce décès le mois prochain, l'Inde a déployé la semaine dernière environ 2 000 soldats dans la zone, selon l'agence PTI.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, 197 personnes ont été tuées depuis le début de l'année au Cachemire, dont 55 civils.

Divisé de facto entre l'Inde et le Pakistan, le Cachemire, région himalayenne, est revendiqué par les deux pays qui se sont livrés deux guerres pour son contrôle depuis la partition de 1947. **APF**





Tchad

# Déby menace de retirer ses troupes des opérations en Afrique

Le Tchad "sera dans l'obligation de se retirer" des opérations militaires en Afrique "si rien n'est fait" pour aider financièrement le pays qui traverse une sévère crise économique et sociale, a assuré dimanche le président tchadien Idriss Déby Itno.



"Nous n'avons pas du tout été soutenu sur le plan financier, économique. Si rien n'est fait, si ça continue, le Tchad sera dans l'obligation de se retirer" des opérations extérieures sur le continent, a expliqué le président dans un entretien à RFI, TV5 Monde, et le quotidien Le Monde.

Au Mali, le Tchad forme le troisième contingent le plus important de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), avec 1.390 hommes. Par ailleurs, 2.000 soldats tchadiens sont engagés dans la Force multinationale mixte, créée en 2015

conjointement par le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun, pour combattre le groupe islamiste nigérian Boko Haram.

"Nous ne pouvons pas continuer à être partout, au Niger, au Cameroun, au Mali. Tout cela coûte excessivement cher", a-t-il continué.

Concernant la formation de la force conjointe du G5 Sahel, le président tchadien a exprimé sa réticence quant à une participation tchadienne, arguant ne pas pouvoir "avoir 1.400 hommes au Mali (...) et dans le même temps avoir 2.000 soldats dans le G5 Sahel".

"On ne peut pas faire les deux à la fois, être dans le G5 Sahel et en même temps dans une autre mission sur le même théâtre", a expliqué le chef de l'Etat, au pouvoir depuis 1990.

En février à Bamako, les chefs d'Etat du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), avaient annoncé la création d'une force militaire conjointe visant à enrayer l'expansion des groupes jihadistes dans la région.

Une résolution saluant le déploiement de cette force a été adoptée mercredi au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

"Je suis absolument certain

que les Tchadiens sont déçus. Ils estiment que le Tchad en a trop fait, (qu'il) doit se retirer. Nous sommes arrivés au bout de nos limites", a indiqué M. Déby.

"L'année 2018 va être une année déterminante. Fin 2017, début 2018, si cette situation devait perdurer, le Tchad ne serait plus en mesure de garder autant de soldats à l'extérieur de son territoire", a-t-il assuré.

Le Tchad est depuis plusieurs années en proie à une sévère crise économique et sociale, aggravée par la faiblesse des cours du pétrole.

AFP

"Biens mal acquis"

## Mise en examen de la fille et du gendre de Sassou Nguesso

■ La fille et le gendre du président congolais Denis Sassou Nguesso ont été mis en examen cette semaine dans l'enquête sur l'origine du patrimoine de l'entourage de dirigeants africains en France, a appris dimanche l'AFP de sources proches du dossier. Après le neveu du président, Wilfrid Nguesso, en mars dernier, des juges d'instruction parisiens ont mis en examen mardi Julienne Sassou Nguesso et son mari Guy Johnson, pour les mêmes faits de "blanchiment de détournement de fonds publics". Depuis 2010, les juges chargés de l'enquête sur les "biens mal acquis" cherchent à savoir si les fortunes de plusieurs familles présidentielles africaines ont pu être bâties en France grâce à des deniers publics détournés dans leur pays.

AFP

Ouganda

## Neuf morts dans un accident de la route

■ Neuf personnes ont été tuées et 13 autres grièvement blessées dans un accident de la route survenu dimanche dans le centre de l'Ouganda.

Six personnes dans une voiture Toyota Premio et trois passagers dans un taxi de banlieue ont été tués après une collision frontale sur la route Kampala-Masaka, a affirmé un porte-parole de la police régionale de Katonga.

"L'impact de la collision frontale a été très fort. Les corps ont volé hors des véhicules", a-t-il ajouté.

Le mauvais état des routes, la vitesse excessive et à la conduite imprudente sont à l'origine des accidents de la route, selon la même source.

Chaque année, l'Ouganda enregistre au moins 20.000 accidents avec plus de 2.000 décès ce qui en fait l'un des pays ayant les taux d'accidents mortels les plus élevés dans le monde, d'après les chiffres de la police ougandaise.

K. N.

Ghana

# Farmerline, l'application qui permet aux agriculteurs de voir grand

Agyei Douglas fait pousser des légumes près de Kumasi, dans le centre du Ghana, où il se démène depuis des années pour développer sa ferme. Grâce à l'application Farmerline, son quotidien a changé et son entreprise est désormais rentable.

Il y a deux ans, le quadragénaire a commencé à utiliser Farmerline, qui fournit des mises à jour météorologiques, les derniers prix du marché et quantité d'autres détails directement sur son téléphone mobile de deuxième génération.

Jusqu'à-là, les informations dont l'agriculteur avait besoin étaient diffusées à la radio, mais souvent n'étaient pas adaptées à sa région, à son cas particulier pour lui permettre d'améliorer son rendement en laitues, en oignons, en choux ou en piments.

Farmerline "nous a aidé à améliorer nos productions grâce à l'information que nous obtenons, cela nous a facilité les choses par rapport à notre système précédent", explique-t-il à l'AFP.

L'application, créée en 2012, est

aujourd'hui utilisée par quelque 200.000 agriculteurs dans 10 pays différents.

Près de la moitié de la population active au Ghana travaille dans l'agriculture et un peu plus de 50% du territoire est cultivé, d'après des chiffres du gouvernement ghanéen datant de 2014.

Et, selon la Banque mondiale, environ 80% de la production agricole provient de petits paysans installés dans des exploitations familiales dont la superficie moyenne est inférieure à deux hectares.

Le manque d'outils modernes et d'informations est un obstacle majeur pour les agriculteurs du Ghana, les empêchant d'optimiser leur production ou encore d'accéder à des prêts financiers.

Farmerline offre une large gamme de services pour les agriculteurs et ceux qui souhaitent entrer en contact avec eux, qu'il s'agisse d'organisations non-gouvernementales, de multinationales de l'agroalimentaire ou encore d'entreprises locales.

Les entreprises peuvent même

accéder aux données et aux services de comptabilité des exploitations agricoles, ainsi qu'aux profils des agriculteurs et aux cartographies des fermes.

Pour les agriculteurs, des conseils agricoles sont également dispensés par messages vocaux dans des dialectes locaux comme le Twi.

### Boom technologique

Le modèle commercial de Farmerline est un motif de fierté pour son directeur général et cofondateur, Alloysius Attah, qui espère ainsi briser le cycle de la pauvreté et réduire la dépendance aux aides de l'Etat.

"L'agriculture a toujours été une question de subventions", affirme M. Attah. "Mais nous travaillons très dur pour montrer qu'il est possible de créer une entreprise qui valorise les agriculteurs et ... d'être payé pour les valeurs que l'on crée".

Farmerline a remporté mardi le prix international Roi Baudouin

pour le développement, qui récompense "des contributions exceptionnelles au travail de développement en Afrique".

Les deux autres gagnants étaient un cabinet de services juridiques en ligne en Ouganda, BarefootLaw, et Kytabu qui fournit des contenus scolaires en ligne pour les étudiants du Kenya. Chacun a reçu 75.000 euros.

Selon ses organisateurs, le prix est basé sur l'idée que "l'entrepreneuriat et le leadership local, plutôt que l'assistance traditionnelle, sont la clé d'un changement durable".

Le gouvernement ghanéen a bien compris l'intérêt de doter l'agriculture d'outils modernes, et souhaite par exemple cartographier les fermes de cacao et collecter davantage de données sur celles-ci.

Au Ghana, plusieurs start-up comme Farmerline travaillent aussi à renforcer la sécurité alimentaire grâce à un meilleur accès à l'information dans le petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest, et au-delà.

AFP



Obamacare

# Trump prêt à négocier avec les "frondeurs" républicains

**L'hostilité de cinq sénateurs républicains au projet de réforme du système de santé présenté par leur parti ne laisse qu'une chance "très mince" de le voir adopté, a reconnu vendredi Donald Trump.**

Le président américain a toutefois proposé de coopérer avec eux pour faire évoluer le texte et a été en contact téléphonique avec plusieurs élus républicains du Sénat jeudi et vendredi.

«Ils n'y sont pas opposés. Ils aimeraient obtenir certaines modifications et nous allons voir ce que nous pouvons faire», a déclaré le chef de la Maison blanche, parlant de «personnes très bien», dans un entretien diffusé par la chaîne Fox News.

## La CIA avait informé Obama dès l'été 2016 que Poutine voulait aider Trump

La CIA avait averti le président Barack Obama dès août 2016 que les piratages du parti démocrate avaient été ordonnés par Vladimir Poutine dans le but de nuire à Hillary Clinton et d'aider Donald Trump, selon le Washington Post vendredi. Les soupçons pesaient déjà contre la Russie en juillet 2016, quand des messages volés du parti démocrate ont été diffusés par WikiLeaks à la veille de la convention démocrate, selon l'AFP. Cependant le Washington Post raconte désormais avec détails l'alerte lancée par le service de renseignement américain à la Maison Blanche, plusieurs mois avant que Washington n'accuse publiquement, le 7 octobre 2016, les plus hauts échelons du gouvernement russe d'avoir fomenté les piratages informatiques.

Et ce n'est qu'en janvier 2017 que les Etats-Unis accuseront nommément le président russe d'avoir cherché à déstabiliser le système électoral américain, à saper les chances d'Hillary Clinton et à aider celles du républicain Donald Trump, selon la même source. Dès août 2016, selon le quotidien, Barack Obama a mis la Maison Blanche sur le pied de guerre dans le plus grand secret, ordonnant à ses services de renseignement et de sécurité d'obtenir le plus d'informations possible et de dresser une liste de représailles possibles, allant de sanctions économiques à des cyber-attaques.

Le Post rapporte qu'en plus de l'avertissement formulé par Barack Obama directement à Vladimir Poutine en marge d'un sommet en Chine en septembre, le patron de la CIA, John Brennan, a téléphoné le 4 août à son homologue des services de sécurité russes FSB, Alexander Bortnikov, pour l'avertir. Et le 31 octobre, un message a été envoyé à Moscou par un canal sécurisé pour prévenir que toute interférence dans le scrutin du 8 novembre serait inacceptable, selon l'AFP. Mais Barack Obama, comme cela a été rapporté auparavant, était réticent à riposter avant l'élection, de peur que la Russie ne lance des attaques le jour du scrutin, et également par crainte que toute action ne soit interprétée politiquement par les républicains. Finalement, Barack Obama autorisa le 29 décembre des sanctions: l'expulsion de 35 espions sous couverture officielle, la fermeture de deux résidences diplomatiques russes aux Etats-Unis, et des sanctions économiques contre les services secrets russes, selon cette source.

T. O.



Farouchement opposés à l'abrogation et au remplacement de la réforme emblématique de la présidence Obama, les 48 sénateurs démocrates n'ont besoin que de trois voix supplémentaires pour obtenir le rejet du texte présenté jeudi par la majorité républicaine.

Mitch McConnell, président du groupe républicain au Sénat, travaille depuis des semaines avec ses lieutenants à cette version amendée du texte adopté de justesse par la Chambre des représentants le 4 mai pour abroger l'Affordable Care Act, plus connu sous le nom d'Obamacare.

Comme prévu, le projet de 142 pages prévoit de supprimer, rétroactivement à partir du début 2017, une taxe imposée aux foyers les plus riches par l'Obamacare pour financer en partie la réforme de l'assurance-santé.

Donald Trump a salué le projet de loi, mais a semblé indiquer que de nouveaux changements étaient en préparation. «Je suis très favorable au projet de loi sur la santé du Sénat. J'ai hâte de le rendre vraiment spécial !», a-t-il dit sur Twitter.

Donald Trump avait invité en mai la Chambre des représentants à adopter un projet de loi similaire, qu'il avait ensuite jugé «mauvais» une fois passé. Mercredi, il a souhaité un projet de loi «avec du coeur».

De nombreux démocrates se sont immédiatement insurgés contre le projet, qui octroie des avantages aux ménages les plus riches et menace de laisser des millions d'Américains sans assurance maladie.

«Le président a dit que le projet de loi de la Chambre était mauvais», a rappelé Chuck Schumer, président du groupe démocrate à la chambre haute du Congrès, avant d'ajouter : «Le projet de loi du Sénat pourrait bien être encore pire.»

### TERRAIN MINÉ

Le texte présenté au Sénat préconise également une diminution progressive des subventions fédérales allouées au programme d'assurance maladie des Américains les plus pauvres (Medicaid) et un remodelage des aides octroyées aux personnes à revenu modeste souscrivant leur assurance sur le marché privé.

Ces aides seront désormais liées non plus seulement à l'âge de l'assuré, mais à ses revenus, a déclaré la sénatrice républicaine du Maine Susan Collins, parlant d'une «amélioration majeure».

Selon le Washington Post, le projet McConnell offre plus de latitude aux Etats pour s'exempter des obligations de l'Affordable Care Act et prive le programme

Planned Parenthood, qui prend notamment en charge des services liés à l'IVG, de subventions fédérales.

Mitch McConnell avance en terrain miné car le texte adopté par la Chambre des représentants a été jugé trop brutal par une partie de l'aile modérée des républicains tandis que l'aile la plus conservatrice réclamait une rupture plus radicale.

### DÉBATS LA SEMAINE PROCHAINE

Rand Paul, représentant de l'aile dure du parti qui compte parmi les quatre opposants, a souhaité vendredi sur MSNBC que «la réforme ressemble davantage à une abrogation». La veille, il s'était dit ouvert à la négociation.

Un cinquième sénateur, Dean Heller, s'est joint vendredi aux «frondeurs».

Malgré ces difficultés, le porte-parole de la Maison blanche, Sean Spicer, s'est voulu optimiste.

«Je pense que nous allons y arriver (...), que nous aurons abrogé et remplacé l'Obamacare avant la fin de la session parlementaire en août», a-t-il dit. Les républicains s'emploient depuis sept ans à défaire l'Obamacare, mais la réforme, qui a permis à 23 millions d'Américains de se doter d'une assurance maladie, est désormais globalement bien perçue par l'opinion.

Selon une enquête Reuters/Ipsos, près de 60% des adultes sont convaincus que le texte adopté en mai par les représentants conduira à une hausse du coût de l'assurance santé pour les Américains à faibles revenus et ceux qui ont des antécédents médicaux. Seuls 13% estiment qu'il améliorera le système de santé.

A Wall Street, la présentation du projet républicain a été particulièrement bien accueillie, provoquant une hausse marquée des valeurs du secteur hospitalier et de l'assurance santé.

Une hausse qui se justifie car «les risques à court terme diminueront si les dispositions sur les subventions et Medicaid sont maintenues lors des négociations au Sénat et à la Chambre», estime Sheryl Skolnick, directrice de recherches à Mizuho Securities.

Mitch McConnell a déclaré que les débats sur le texte commencent la semaine prochaine et il espère un vote rapide. Chuck Schumer a prédit pour sa part que cinq ou six jours ne suffiraient pas pour examiner le projet de réforme.

AFP

## Johnny Depp s'excuse après ses propos évoquant un assassinat de Trump

L'acteur vedette Johnny Depp s'est excusé vendredi pour avoir évoqué en plaisantant un assassinat de Donald Trump lors d'un festival de musique en Angleterre, en déclarant qu'il était «peut-être temps» qu'un acteur tue le président américain.

La star de «Pirates des Caraïbes» a envoyé un communiqué au magazine People en affirmant que ses paroles au festival de Glastonbury «ne sont pas ressorties comme (il) en avai(t) l'intention».

«J'essayais juste d'être amusant, pas de faire du mal à quiconque», a-t-il ajouté.

L'acteur américain de 54 ans, l'un des plus grands noms d'Hollywood, a tenu ces propos dans la nuit de jeudi à vendredi lors d'une séance dans le cadre du festival où il présentait son film de 2004 «Rochester, le dernier des libertins».

«Je pense qu'il a besoin d'aide et il y a beaucoup d'endroits merveilleux très sombres où il pourrait aller», a-t-il répliqué

lorsqu'il a été interrogé sur Donald Trump devant un public de 1.500 personnes.

«C'est quand la dernière fois qu'un acteur a assassiné un président? (...) Ca fait longtemps et peut-être qu'il est temps», avait-il ajouté.

En 1865, le président Abraham Lincoln a été abattu dans un théâtre de Washington par l'acteur John Wilkes Booth.

«Le président Trump condamne la violence sous toutes ses formes et c'est triste que d'autres comme Johnny Depp ne suivent pas son exemple», a réagi la Maison Blanche dans un communiqué.

«J'espère que certains des collègues de M. Depp vont s'élever contre ce type de rhétorique aussi fermement qu'ils l'auraient fait si ses commentaires étaient adressés envers un élu démocrate», a ajouté Sarah Huckabee Sanders, porte-parole du président américain.

Johnny Depp est la dernière célébrité en

date à faire des commentaires controversés sur le président Trump.

La chanteuse Madonna aurait fait l'objet d'une enquête des services de sécurité présidentiels après avoir lancé qu'elle voulait «faire exploser la Maison Blanche» lors de la grande marche des femmes à Washington en janvier.

L'humoriste Kathy Griffin a été évincée de la présentation de la soirée du réveillon sur CNN après avoir posté une photo d'elle sur les réseaux sociaux où elle tient un masque ressemblant à la tête décapitée de Trump.

Il y a deux semaines, une nouvelle polémique a été déclenchée après une représentation à New York du «Jules César» de Shakespeare où l'empereur romain poignardé était incarné par un homme d'affaires blond ressemblant étrangement au président américain.

AFP





# Deux officiers de Saddam Hussein pourraient succéder à Baghdadi

**Deux anciens officiers de Saddam Hussein pourraient succéder à Abou Bakr al Baghdadi, si le décès du chef de file de l'organisation Etat islamique (EI) venait à être confirmé, selon de bons connaisseurs du mouvement djihadiste.**

Aucun des lieutenants de Baghdadi ne fait figure d'héritier légitime, mais les deux ex-militaires irakiens, Iyad al Obaïdi et Ayad al Djoumaïli, semblent les mieux placés.

Le ministère russe de la Défense a annoncé la semaine dernière qu'Abou Bakr al Baghdadi avait trouvé la mort dans un bombardement en Syrie et Viktor Ozerov, président de la commission de Défense du Conseil de la Fédération cité vendredi par l'agence de presse Interfax, s'est dit «sûr à près de 100%» de son décès.

L'information, déjà annoncée et démentie par le passé, a été accueillie avec scepticisme dans la région comme aux Etats-Unis.

«Nous n'avons rien de concret concernant sa mort», a souligné vendredi le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition formée à l'initiative de Washington pour combattre l'EI, lors d'un point de presse au Pentagone.

Obaïdi, âgé d'une cinquantaine d'années, occupe les fonctions de «ministre» de la Guerre, alors que Djoumaïli, la quarantaine, est à la tête de l'Amniya, les services de sécurité de l'EI.

Tous deux ont rejoint les rangs des extrémistes sunnites en 2003, lorsqu'une administration à dominante chiite a succédé au régime de Saddam Hussein, renversé par l'armée américaine. Baghdadi en a fait ses principaux lieutenants en 2016 après la mort de son adjoint Abou Ali al Anbari, du Tchétchène Abou Omar al Chichani, «ministre» de la Guerre, et d'Abou Mohammad al Adnani, le propagandiste en chef de l'EI, tous trois tués dans des raids aériens.

## EMIR PLUTÔT QUE CALIFE

«Djoumaïli reconnaît Obaïdi comme son supérieur, mais il n'y a pas de successeur évident. Suivant les circonstances, ce peut être l'un ou l'autre», estime Hicham al Hachimi, expert du mouvement djihadiste, qui est aussi conseiller de plusieurs gouvernements de la région.

Faute de légitimité religieuse, aucun

des deux ne peut toutefois prétendre au titre de calife, ou commandeur des croyants, que Baghdadi s'est octroyé en 2014, d'autant que l'étendue du califat s'est beaucoup réduite.

«Ils ne descendent pas du Prophète, le mouvement n'a plus de territoire à gouverner et aucun n'est très versé dans la théologie islamique», souligne Fadhel Abou Raghif, autre expert irakien de l'EI.

«Un calife doit avoir un Ardh al Tamkine (une terre à gouverner-NDLR) suivant la loi islamique. A défaut, le successeur ne sera reconnu que comme émir», ajoute Hicham al Hachimi. Le titre, qui signifie prince, est déjà largement utilisé au sein du mouvement.

Baghdadi, né Ibrahim Aouad al Samarraï en 1971, est issu d'une lignée d'imams et a étudié la charia à Bagdad.

Son successeur devra obtenir l'aval de la Choura, formée des huit conseillers du calife. Six sont Irakiens, l'un est Jordanien et le dernier Saoudien. Un neuvième, qui était Bahreïni, a été tué fin mai dans un raid aérien. Selon deux membres des services de renseignement américains ayant requis l'anonymat, les dirigeants de l'EI se trouvent désormais pour la plupart à Maïadine, localité syrienne située au sud-est de Rakka, la capitale du califat assiégée par les rebelles des Forces démocratiques syriennes.

AFP

## Présidentielle russe: L'opposant Navalny déclaré inéligible

■ Les ambitions présidentielles du principal opposant au Kremlin, Alexeï Navalny, ont été refroidies vendredi par la commission électorale centrale, qui l'a jugé inapte à se présenter contre Vladimir Poutine en mars prochain en raison d'une condamnation de justice. L'opposant de 41 ans, qui a organisé fin mars et mi-juin deux manifestations anticorruption mobilisant surtout des jeunes, reste déterminé à défier le président russe et mène campagne dans toute la Russie malgré de nombreux obstacles, voire des agressions visant ses partisans.

Dans une déclaration publiée sur son site internet, la Commission électorale a tenu à préciser que cet avis ne s'inscrivait pas dans le cadre de la campagne électorale puisque le dépôt officiel des candidatures n'interviendrait pas avant décembre.

Elle a donné sa position concernant le statut juridique de l'opposant, actuellement en détention. «Actuellement, Alexeï Navalny n'a pas le droit d'être élu» en raison de sa condamnation à cinq ans avec sursis pour détournement dans une affaire remontant à 2009.

La présidente de la commission électorale, Ella Pamfilova, avait déjà affirmé en juin que la candidature de M. Navalny n'avait «aucune chance d'être enregistré aux élections en raison de sa condamnation». Elle n'avait toutefois pas exclu que l'opposant puisse «se pourvoir en cassation».

L'avenir politique de l'opposant dépend de l'interprétation de la Constitution et de la loi électorale, la première stipulant que quiconque peut être candidat s'il n'est pas en détention, la seconde que tout candidat doit avoir purgé sa peine, qu'elle soit ferme ou avec sursis.

«La Constitution n'interdit pas à Alexeï Navalny de se présenter aux élections. La commission électorale essaie par ses annonces de perturber la campagne», a déclaré à l'AFP Nikolaï Liaskine, l'un des membres de l'équipe de campagne de M. Navalny.

«C'est le seul candidat qui mène une campagne. Ils en ont extrêmement peur et essaient de faire en sorte que les gens ne viennent pas s'inscrire» pour soutenir la campagne de l'opposant, a-t-il estimé.

### 'Arbitraire'

M. Navalny, qui fait figure de principal opposant au président Vladimir Poutine, a été reconnu coupable début février de détournement en 2009 de quelque 400.000 euros au détriment d'une société publique d'exploitation forestière alors qu'il était consultant du gouverneur libéral de la région de Kirov.

Le blogueur, avocat de formation, qui dénonce une affaire montée de toutes pièces par le Kremlin pour l'éloigner de la politique, avait déjà été condamné en 2013 à la même peine dans cette affaire. Mais en février 2016, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) avait jugé cette décision «arbitraire», estimant qu'on pouvait «fortement craindre» que les poursuites contre les accusés et leur condamnation aient été «de nature politique».

La Cour suprême russe a ensuite annulé en novembre cette condamnation et renvoyé l'affaire devant le tribunal, qui l'a de nouveau condamné.

Alexeï Navalny purge actuellement une peine de 25 jours de prison pour avoir organisé le 12 juin dans les rues de Moscou et de plusieurs autres villes russes une manifestation anticorruption non autorisée, qui a rassemblé des milliers de ses partisans. Il doit retrouver la liberté le 7 juillet.

Cette manifestation, tout comme la précédente fin mars, pour laquelle M. Navalny avait déjà écopé de 15 jours de prison, a été marquée par des centaines d'arrestations.

Le bras droit de l'opposant, Leonid Volkov, a été condamné jeudi à cinq jours de détention pour avoir appelé à manifester sur YouTube le 12 juin. «Ils peuvent lui interdire de se présenter aux élections, ils peuvent l'arrêter, ne pas accepter de prendre les documents pour sa candidature ou les perdre», affirme Nikolaï Liaskine. «Mais nous continuerons de nous appuyer sur la Constitution. (...) Nous sommes sûrs qu'Alexeï Navalny sera en mesure de prendre part au scrutin», prévu pour mars 2018.

AFP

## Le tourisme, problème n°1 de Barcelone selon ses habitants

■ Le tourisme est devenu pour les habitants de Barcelone le problème numéro un de leur ville, la plus visitée d'Espagne, selon un sondage commandé par la mairie publié vendredi.

Le tourisme dans la cité méditerranéenne de 1,6 million d'habitants est considéré comme un problème par 19% des 800 sondés, devant le chômage et les conditions de travail (12,4%) qui constituaient depuis 2009 la première préoccupation.

«Ce n'est pas une question de «tourismo-phobie». A Barcelone, on aime voyager et

recevoir des visiteurs. C'est un malaise concret produit par la massification (du tourisme) dans certains quartiers», dit l'adjoint au maire Gerardo Pisarello.

Ces dernières années, le tourisme s'est progressivement élevé dans l'échelle des préoccupations des Barcelonais: un très grand nombre se plaint de la saturation de l'espace public - un flux ininterrompu de touristes parcourant par exemple les célèbres Ramblas.

Les Barcelonais sont aussi excédés par le vacarme nocturne que produisent toute l'an-

née les fêtards dans certaines rues et dénoncent l'inflation galopante des loyers et des prix d'achat des logements générée en partie par l'afflux de visiteurs.

En 2016, neuf millions de touristes se sont logés à l'hôtel à Barcelone. Mais la mairie affirme que le nombre a atteint les 30 millions si l'on prend en compte aussi ceux qui se logent ailleurs qu'à l'hôtel ou à la périphérie de l'agglomération, ainsi que les croisiéristes et les visiteurs d'un jour venus de la région.

La maire de gauche, Ada Colau - ancienne

militante anti-expulsions immobilières portée à la tête de la ville il y a deux ans - s'est montrée d'emblée résolue à limiter ces excès.

La mairie a notamment empêché l'ouverture de nouveaux hôtels dans le centre et imposé des amendes de 600.000 euros aux plateformes de location de meublés touristiques sans licence, comme Airbnb et Homeaway. Le tourisme reste un des moteurs économiques de Barcelone, créant 14% de sa richesse et 65.000 emplois directs.

AFP



Chine

# Libération du Nobel de la paix Liu Xiaobo atteint d'un cancer

**Le prix Nobel de la paix chinois Liu Xiaobo a été libéré de prison après avoir été diagnostiqué le mois dernier d'un cancer du foie en phase terminale, a annoncé lundi son avocat à l'AFP.**

Il est désormais soigné à l'hôpital de Shenyang (dans la province de Liaoning, nord-est). Il n'a aucun projet particulier. Il reçoit juste un traitement médical en raison de sa maladie", a déclaré l'avocat Mo Shaoping.

Le diagnostic a été fait le 23 mai et Liu Xiaobo, 61 ans, a été libéré quelques jours plus tard, a-t-il précisé.

Ancien enseignant, l'intellectuel et dissident purgeait depuis 2009 une peine de 11 ans de réclusion pour "subversion", après avoir corédigé un texte prônant la démocratie en Chine, la Charte 08, et il lui restait donc encore trois ans à passer derrière les barreaux.

Il a reçu en 2010 le prix Nobel de la paix alors qu'il était déjà emprisonné. En son absence, la récompense lui avait été remise de façon symbolique le 10 décembre 2010 à Oslo, l'opposant étant représenté par une chaise vide.

L'attribution du Nobel avait suscité une vive colère de Pékin, qui avait gelé ses relations de haut niveau avec la Norvège, tandis que s'effondraient les exportations de saumon norvégien vers la Chine, où le militant des droits de l'Homme est qualifié de "criminel".

Washington et l'Union européenne, à l'instar de nombreux pays occidentaux et à l'unisson d'une vaste mobilisation internatio-



nale, avaient multiplié les appels au fil des ans pour presser Pékin de libérer Liu Xiaobo, seul prix Nobel de la paix emprisonné. Son épouse Liu Xia reste en revanche toujours assignée à résidence, a indiqué lundi à l'AFP Patrick Poon, un chercheur de l'ONG Amnesty International spécialiste de

la Chine. Bien qu'elle ne fasse l'objet d'aucune accusation officielle, Mme Liu, assignée à résidence depuis 2010, n'a pas d'accès à internet, n'est pas autorisée à recevoir chez elle des visiteurs, et ne peut que rarement parler par téléphone à des membres de sa famille. Liu Xia n'a pas pu être jointe lundi

par l'AFP.

Interrogé sur la libération de Liu Xiaobo, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a indiqué lundi "ne pas être au courant de la situation".

AFP

Signe de détermination à lutter contre le trafic

## La Birmanie et la Thaïlande brûlent près de 900 millions d'euros de drogue

La Birmanie et la Thaïlande, plaques tournantes du trafic de drogues produites en Asie du Sud-Est, ont brûlé lundi pour près d'un milliard d'euros de stupéfiants en valeur marchande, en signe de détermination à lutter contre un trafic en pleine croissance.

"Il s'agit de la plus grande incinération de drogue de toute l'histoire de la Birmanie", a assuré un responsable policier birman lors de cette destruction réalisée pour la journée mondiale antidrogue.

La Birmanie, aujourd'hui dirigée par un gouvernement civil mené par l'ex-opposant Aung San Suu Kyi, reste l'un des plus gros producteurs de drogue au monde, un héri-

tage de dizaines d'années de junte militaire ayant laissé se développer les trafics.

Au total, en Birmanie, ce sont plus de 340 millions d'euros d'opium, d'héroïne, de cannabis et de méthamphétamines qui ont été réduits en cendres. En Thaïlande, le montant de la drogue brûlée a été estimé à plus de 526 millions d'euros. Ce montant total des deux pays est stable par rapport au passé. La Thaïlande et la Birmanie ont toutes deux à cœur de montrer leur engagement contre les trafiquants, avec des opérations coup de poing tels les bûchers de drogue comme lundi, et des peines de prison lourdes, même pour les petits trafiquants. Mais ce sont surtout ces derniers

qui se retrouvent derrière les barreaux, valant à la Thaïlande d'être au 6e rang mondial des pays ayant le plus haut taux d'incarcération.

La région du Triangle d'or - aux confins du Laos, de la Thaïlande et de la Birmanie - a longtemps été le principal lieu de production de l'opium et de l'héroïne, jusqu'à ce que l'Afghanistan devienne une plaque tournante de la production.

L'état Shan, dans l'est de la Birmanie, concentre quasiment toute la culture illégale du pavot dans le pays, qui reste le deuxième plus grand producteur d'opium du monde.

AFP

Pakistan

## 153 morts dans un incendie

Le bilan de l'incendie au Pakistan d'un camion d'hydrocarbures vers lequel des riverains s'étaient précipités pour récupérer du carburant a grimpé lundi à 153 morts et plusieurs blessés.

"Ce jour de l'Aïd est devenu un jour de deuil et de douleur pour nous", a déclaré le Premier ministre Nawaz Sharif, qui a interrompu un séjour à Londres pour se rendre au chevet des victimes.

"Nous ferons de cet accident un exemple pour que cela ne se reproduise plus", a-t-il ajouté devant la presse, annonçant une enquête approfondie et le versement de 3 millions de roupies (25.000 euros) aux familles des victimes.

Des dizaines de proches patientaient devant les hôpitaux de Bahawalpur, la grande ville la plus proche des lieux du drame, pour récupérer les corps.

Le camion citerne qui transportait 40.000 litres d'essence du port de Karachi jusqu'à Lahore, capitale du Pendjab, s'est couché sur l'autoroute vers 6h30 du matin dimanche, après qu'un pneu a éclaté selon les premiers témoignages rapportés par la police.

Ignorant les avertissements de la police routière et du chauffeur, des dizaines de riverains et passants se sont précipités armés de seaux, gamelles et bouteilles pour collecter du carburant.

Le camion s'est embrasé en une boule de feu quelques minutes plus tard, engloutissant les badauds ainsi que des dizaines de voitures, minibus et motos.

"Le bilan a grimpé à 153 morts, et de nombreux blessés sont toujours en état critiques dans divers hôpitaux de Bahawalpur et Multan," a indiqué le chef de l'hôpital Victoria, Javed Iqbal. Le chauffeur, qui a survécu à l'accident, a été placé en garde à vue. La fin du ramadan avait déjà été endeuillée par une série d'attentats qui ont fait au moins 69 morts à travers le pays.

K. B.

Espagne

## Un incendie ravage un parc naturel

Les pompiers espagnols travaillaient toujours lundi à maîtriser l'incendie qui progressait dans un parc naturel d'Andalousie, dans le sud-ouest de l'Espagne, sans faire de blessé, a indiqué un porte-parole à l'AFP.

Cet incendie est suivi de très près dans le pays, après les tragiques feux de forêt du troisième week-end de juin au Portugal voisin où 64 personnes étaient mortes.

"Les flammes ne sont pas contrôlées, elles s'étendent et se propagent", a indiqué en début de matinée le porte-parole des pompiers.

"Il n'y a aucun blessé à notre connaissance", a-t-il cependant ajouté.

Le feu, qui a entraîné l'évacuation de plus de 2.000 personnes - dont de nombreux touristes - touche le parc naturel de Doñana en Andalousie

mais n'a pas atteint le parc national du même nom, Patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco depuis 1994.

"Les flammes ne sont pas arrivées jusqu'au parc national (...), un effort particulier a été fait durant la nuit sur le front qui le menaçait le plus", a fait valoir le responsable de l'Environnement au gouvernement régional d'Andalousie, Jose Fiscal Lopez, interrogé par la télévision publique.

Le maire de la commune de Moguer (province de Huelva, Andalousie) où l'incendie avait démarré samedi soir, Gustavo Cuellar, a exprimé lundi un "certain optimisme" devant les médias. Les bombardiers d'eau devaient mener au matin la première offensive contre le feu toujours "actif", selon les pompiers. Plus de 200 soldats du feu, avec 15 autopompes, tra-

vailaient en début de matinée, appuyés par sept appareils dans les airs, selon le compte Twitter du dispositif, Infoca.

Parmi les 2.000 personnes évacuées figurent de nombreux vacanciers ayant dû quitter très précipitamment un camping et des établissements hôteliers.

Mais le feu a également entraîné l'évacuation d'un centre d'élevage en captivité de lynx ibériques, une espèce menacée de félins.

Une des femelles du centre de El Acebuche est décédée samedi, en "conséquence du stress" enduré pendant sa capture et son évacuation, a affirmé le Centre d'élevage de El Acebuche dans un communiqué publié dimanche.

Lundi, le maire de Moguer s'est toutefois montré rassurant sur le sort des autres félins élevés en captivité,

disant qu'ils "étaient sains et saufs". "Chacun fait l'objet d'une attention approfondie (?) Il n'y a pas de risque par rapport au lynx ibérique", a-t-il dit.

Le conseiller régional a affirmé que l'incendie était d'origine humaine, en disant: "nous avons l'assurance que la main de l'homme est derrière. Maintenant, reste à savoir si ça a été avec une intention (criminelle) ou par négligence".

"Il est encore trop tôt pour évaluer les dégâts", a également déclaré l' élu régional, aucune évaluation du nombre d'hectares affectés n'ayant été donnée.

Le parc national de Doñana est l'une des zones humides les plus importantes d'Europe et un refuge crucial pour 4.000 espèces et toutes sortes d'oiseaux migrateurs.

AFP



En collaboration avec l'écrivain parolier Yacine Bouzama

# Le chanteur chaâbi Abdelkader Chaou prépare un nouvel album

**Le chanteur Abdelkader Chaou prépare un nouvel album en collaboration avec l'écrivain parolier Yacine Bouzama, a-t-on appris auprès de l'artiste.**



Il a souligné aux journalistes, en marge d'une soirée animée et organisée mardi par la Maison de la culture à l'occasion du mois de Ramadhan, que son nouvel album, en collaboration avec le parolier du chant chaâbi Yacine Bouzama, qui sera édité cet été, com-

prend huit chansons dont certaines du patrimoine et autres nouvelles.

Le seule préoccupation pour ce nouvel album est le piratage et la diffusion sur Internet et les réseaux sociaux et les répercussions négatives sur les producteurs qui subissent les frais de droit d'au-

teur, des troupes musicales et des studios et autres.» Je souffre de l'enregistrement des chansons que j'interprète lors des fêtes de mariage et leur reproduction en disque compact (CD) et sur Internet sans respect des droits d'auteur. Je ne peux empêcher mes fans et

les mélomanes du chant chaâbi d'enregistrer mes chansons, sauf que je leur demande de garder l'enregistrement pour eux et ne pas le diffuser sur différents supports de multimédia», a déclaré Abdelkader Chaou.

Le chanteur a fait part de sa satisfaction que l'Office des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a procédé au versement des droits annuels aux artistes qu'il estime néanmoins «insuffisants» et doivent être multipliés au service de la culture et l'art et des artistes qui défendent l'image du pays. Il a appelé à intensifier les campagnes de l'Onda de lutte contre le piratage du produit culturel et artistique à tous les niveaux. D'autre part, il a appelé les chaînes de télévision privées qui reçoivent des chanteurs de différents genres à respecter la famille algérienne. Abdelkader Chaou a dit qu'il est touché après 50 ans de carrière par l'admiration de citoyens pour ses chansons, qui se traduit lors des soirées qu'il anime à l'intérieur du pays et à l'étranger.

R. B.

Université d'Oran

## Le cheikh de la zaouia Belkaidia Hebria honoré

Le Cheikh Sidi Mohamed Abdellatif Belkaïd de la zaouia Belkaidia Hebria a été honoré, vendredi à Oran, lors d'une cérémonie organisée par l'Université d'Oran-1 Ahmed Ben Bella.

Plusieurs universitaires et cadres de la société civile ont assisté à cet hommage tenu au siège de l'établissement de culte et d'enseignement coranique implanté à Sidi Maârouf, à la sortie est de la ville d'Oran.

La contribution du cheikh de la zaouia à l'ancrage des nobles valeurs de l'Islam telles que la paix et le pardon, a été mise en exergue à cette occasion dans une allocution prononcée par le recteur de l'Université d'Oran-1, Mohamed Senouci.

L'intervenant a également mis l'accent sur le rôle de la zaouia, qualifiant cet établissement de «centre de rayonnement dans le domaine de la formation religieuse».

La zaouia abrite, chaque année durant le mois de Ramadhan, un cycle de rencontres (causeries) intitulé «Dourouss Mohammadia», qui voit la participation d'ulémas de différents pays musulmans.

La 12<sup>ème</sup> édition de cette manifestation a pris fin dernièrement au terme de deux semaines d'activités marquées par une série de conférences animées chaque soir sous le thème générique «Louanges à Dieu pour ses bienfaits». La cérémonie d'ouverture de l'édition écoulée avait été présidée, le 1<sup>er</sup> juin dernier, par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, rappelle-t-on.

L. Y.

Concours Tadj el Qoran

## Clôture de la 7<sup>ème</sup> édition

La 7<sup>ème</sup> édition du concours Tadj el Qoran, organisée par l'Entreprise nationale de télévision (chaîne du Qoran) a pris fin vendredi soir au Palais des expositions (Pin maritime-Alger) dans une ambiance empreinte de piété et d'humilité.

Lors du dernier prime, les six concurrents ont accédé à la tribune pour réciter des versets du Saint Coran et faire valoir leurs capacités dans ce domaine.

Chez les filles, le premier prix est revenu à Zineb Amine de la wilaya de Sétif alors que la deuxième place est à l'actif de Bouchra Ferhat de la wilaya de Souk Ahras et Amel Medjaouri de Médéa occupe la troisième position.

Chez les garçons, Salah Eddine Hassam de la wilaya de Laghouat a obtenu le premier prix tandis que Benaïssa Abdeslam de la wilaya de Aïn Témouchent a pris la seconde place et la troisième position est revenue à Abou Bakr El Hadi de Constantine.

Les prix de cette édition ont été remis aux lauréats par le président du Haut conseil islamique, Bouabdellah Ghlamallah, par le directeur général de l'Entreprise nationale de la télévision (Entv), Toufik Khelladi, ainsi que le P-DG de Mobilis, Sponsor officiel de cette compétition, Ahmed Chouder.

K. L.

Ambassade d'Algérie à Moscou

# Plus d'un millier de livres du Coran offerts aux musulmans de Russie

Plus d'un millier de livres du Saint Coran ont été offerts au Conseil des muftis de Russie, par l'ambassade d'Algérie à Moscou, à l'occasion de la célébration de Leilat Al Qadr organisée dans la Grande mosquée de la capitale russe.

Ces Livres saints seront distribués, aussi bien dans les mosquées de la capitale, que dans les établissements religieux musulmans en Sibérie et les régions de l'extrême Est de la Fédération de Russie. «A travers cette action, le ministère algérien des Affaires religieuses et des Wakfs tient à souligner son attachement à la consolidation des liens de fraternité et de solidarité avec les musulmans de Russie» a indiqué l'ambassade d'Algérie en Russie, ajoutant que cette initiative s'inscrit également «dans le cadre de la coopération stratégique entre

les deux Etats et de l'amitié séculaire entre les deux peuples».

La cérémonie de remise des livres du Saint Coran s'est déroulée en présence de plusieurs oulémas et imams russes, ainsi que des représentants d'ambassades de pays arabes et musulmans accrédités en Russie. Le premier vice-président du Conseil des muftis de Russie, Rushan Abbasov s'est félicité de cette louable initiative algérienne qui «a mis du baume au coeur des musulmans russes». «Ce geste témoigne de la solidité des relations entre l'Algérie et la Russie et confirme l'attachement de l'Algérie, à l'image d'autres Etats arabes et musulmans, d'entretenir avec les institutions représentatives des musulmans de Russie, des relations de coopération, notamment dans le domaine de la forma-

tion», a notamment indiqué Rushan Abbasov.

De son côté, le Premier secrétaire près l'ambassade d'Algérie en Fédération de Russie, M. Mohammed Meraïmi, représentant S.E.M l'ambassadeur d'Algérie en Russie, Smaïl Allaoua, à cette cérémonie, a mis l'accent sur «le grand intérêt qu'accorde l'Algérie à développer encore plus ses relations avec la Russie et à hisser davantage le niveau de coopération avec le Conseil des muftis de Russie».

«Depuis sa nomination au poste d'ambassadeur d'Algérie en Fédération de Russie, M. Allaoua a multiplié les actions et les initiatives en faveur de la consolidation de la coopération entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et le Conseil du mufti de Russie», a ajouté M.

Meraïmi.

Outre la coopération dans le domaine de la fatwa, des étudiants imams russes ont bénéficié récemment de bourses de formation dans des instituts et universités islamiques algériennes dans le cadre d'un programme de coopération entre les deux parties.

A la fin de cette cérémonie, le président du Conseil des muftis de Russie, Cheikh Raoui Aineddine, a attribué une décoration à l'ambassade d'Algérie, «pour sa contribution significative au renforcement des liens de fraternité et de coopération entre l'Algérie et les institutions musulmanes en Russie». La Russie célèbre dimanche la fête de l'Aïd El Fitr marquant la fin de du mois de sacré de Ramadhan.

T. L.

Une vingtaine d'artistes seront mis en vedette

# Avoir 20 ans, spectacle algéro-français en préparation

Un nouveau spectacle théâtral, intitulé *Avoir 20 ans*, est en voie de création dans le cadre d'une production algéro-française, a-t-on appris mercredi à Oran du coordinateur de cette action culturelle, Mohamed Mihoubi.

«Cette production mettra en vedette une vingtaine d'artistes, dont 10 jeunes Algériens qui seront sélectionnés en août prochain lors

d'un casting prévu à Oran», a précisé à l'APS, M. Mihoubi, également président de l'association culturelle locale El-Amel. Le casting national se tiendra au Petit Théâtre de l'association El-Amel, a-t-il fait savoir, signalant que les répétitions débuteront en septembre prochain sous la direction du metteur en scène algérien Kheireddine Lardjam. Des sessions de répétition sont aussi pro-

grammées à Paris où la première représentation de ce spectacle sera donnée en avril prochain, a-t-il ajouté.

L'association présidée par Mohamed Mihoubi est basée au Centre culturel M'barek El-Mili, au centre-ville d'Oran. Elle a à son actif plus de 40 années d'exercice marqué, notamment par l'investissement de ses cadres dans la formation de jeunes

talents.

Ses moyens ont été consolidés en 2015 avec la création du Petit Théâtre, structure légère de 70 places offrant de meilleures conditions pour l'organisation des stages. 13 promotions, composées chacune d'une vingtaine de talents, ont été formées au niveau de cette association.

L. M.



## PAROLES DE FEMMES

«Nous réalisons que ce que nous accomplissons n'est qu'une goutte dans l'océan. Mais si cette goutte n'existait pas dans l'océan, elle manquerait.»

Mère Teresa



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«C'est dans l'effort que l'on trouve la satisfaction et non dans la réussite.»

Gandhi

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Louane évoque le fantôme de son dernier amour perdu

La jeune chanteuse révélée dans *The Voice* sort une nouvelle chanson intitulée *On était beau*. Un titre électro-pop qui revient avec passion sur une ancienne histoire d'amour.

Louane a illuminé le dernier festival de Cannes en chantant en duo avec Benjamin Biolay. La jeune femme, passionnée de cinéma avait confié à *Gala* vouloir incarner Lady Di dans un film. Entre elle et le cinéma, une histoire d'amour qui a débuté avec le film *La famille Bélier*. Un film unanimement salué par la critique, qui lui avait offert le César du meilleur espoir féminin. Dernièrement, la chanteuse révélée par l'émission *The Voice* faisait la promotion du film *Nos patriotes* où la chanteuse joue aux côtés d'Alexandra Lamy et de Marc Zylka. Un film historique qui raconte l'histoire d'un tirailleur sénégalais dans les années 1940.

Mais Louane n'en oublie pas pour autant sa carrière musicale. En effet, pas question pour la jeune femme d'arrêter de chanter et de sortir des albums. Elle fait aujourd'hui son retour avec le single : *On était beau*. Un nouveau titre dont elle a plusieurs fois parlé sur son compte Instagram. Dans cette chanson, Louane parle de son dernier amour perdu. Les paroles sont suffisamment explicites : «*Sur les trottoirs, je pense à toi. Sur les boulevards je pense à toi. Je suis désolée, je pense à toi. Presque obsédée, je pense à toi. Dépossédée, je pense à toi*». Quel est le nom de cet amoureux ? Mystère. Le nouvel album de Louane sortira en octobre prochain.

Le nouvel album de Louane sortira en octobre prochain.

## COUPLE

## 10 signes qui montrent que votre histoire n'évolue pas

S'il est stérile de paniquer au moindre trou d'air dans sa relation de couple, certains comportements installés sur la durée peuvent légitimement vous faire douter de sa solidité. Focus sur les indicateurs qui montrent que lui et vous êtes entrés en zone rouge...

### 1) IL NE VOUS FAIT PAS DE PLACE DANS SA VIE

Cela fait un, deux, cinq ans que vous avez échangé votre premier baiser et pourtant il n'assume toujours pas votre relation. Il n'a pas daigné vous présenter ni sa famille ni ses potes.

Comme s'il voulait vous garder sous la main, mais à temps partiel, tout en refusant le moindre implication...

### 2) VOUS N'AVEZ PAS DE VRAIS PROJETS D'AVENIR

Et c'est sans parler de d'engagement avec un grand E : vous vous fréquentez depuis des siècles mais il n'est pas question d'appart ou d'escapades en commun, sans parler de bébé ou de bague au doigt. Il n'aborde jamais ces sujets et se fâche tout rouge quand vous osez ne serait que l'évoquer avec des pincettes.

### 3) VOUS N'ÊTES SYNCHRONES SUR RIEN

Vous vous aimez peut-être mais plus les

mois passent, plus vous vous rendez compte que vous n'êtes pas en phase : vous êtes une extravertie qui adorez sortir et rencontrer les gens, il est un ours qui ne se sent bien devant sa télé ou vice-versa, vous avez envie de parcourir le vaste monde, il ne jure que par les vacances chez Papa et Maman etc... Certes, les opposés s'attirent mais à la longue, ça use !

### 4) VOUS NE CHERCHEZ PAS OU PLUS À VOUS SURPRENDRE

Entre vous, s'il n'y pas ou plus de rendez-vous ou de cadeaux surprises, d'appels inopinés dans la journée pour se dire des mots doux, c'est plutôt de mauvaise augure. Inquiétant de vivre comme Raymond et Huguette dans *Scènes de Ménages* alors qu'on est vingtenaire ou trentenaire !

### 5) IL VOUS LAISSE SYSTÉMATIQUEMENT ÊTRE LE MOTEUR DU COUPLE

Toute décision commune, même minime, comme le fait d'acheter un four à micro-ondes ou de réserver une nuit d'hôtel, vous incombe. A vous de voir si vous allez mater ce grand enfant narcissique toute votre vie !

### 6) IL FUIT TOUTE TENTATIVE DE DIALOGUE CONSTRUCTIF

Si cela fait quelques temps qu'il préfère hur-



ler ou, à l'inverse, se murer dans le silence plutôt que de discuter avec vous des choses qui vont bien et moins bien, votre love-story ne prend pas forcément le bon chemin !

### 7) VOUS NE PARTAGEZ PAS LES TORTS EN CAS DE DISPUTE

Ca sent le roussi aussi si dans vos prises de tête, chacun reste campé sur des positions, sans vouloir faire de concession ni s'excuser. Peu de chances ainsi que vos points de vue se rejoignent ( un jour)...

### 8) VOUS AVEZ TENDANCE À VOUS ÉLOIGNER PHYSIQUEMENT

Où est passé ce magnétisme qui vous aimantait littéralement l'un à l'autre ? Aujourd'hui, vous pouvez très bien passer des soirées entières dans la même pièce, l'un sur sa console, l'autre devant sa télé ou dans son livre, sans vous accorder le moindre regard ou le moindre geste d'amour.

### 9) VOS RITUELS DE COUPLE SE DÉLITENT

Vous souvenez-vous des moments où vous faisiez le marché ensemble le dimanche matin ? Ou preniez des bains ensemble le vendredi soir pour fêter la fin de votre semaine de travail ? Aujourd'hui, ces douces habitudes appartiennent au passé ou ne reviennent que très sporadiquement.

### 10) VOUS ÊTES PLUS DÉCONTRACTÉS EN SOLO QU'EN DUO

A vrai dire, cela vous énerve plus que cela vous réjouit quand vous faites des activités ensemble. Il ne supporte pas vos discussions de filles, vous lui lancez des regards noirs lorsqu'il part dans des grands discours fumeux sur les augmentations d'impôts en plein dîner de potes... A se demander si vous ne feriez pas mieux de faire vos sorties, voire votre vie, séparément !

## BIEN-ÊTRE

## UNE SIESTE SI VOUS AVEZ BESOIN DE VOUS RÉGÉNÉRER

Nos rythmes biologiques nous poussent à dormir la nuit, bien sûr, mais aussi en milieu de journée. La sieste n'est pas un signe de paresse. C'est, pour certains, un atout forme indispensable. Nous n'avons pas tous sommeil après le repas de midi, car nous ne

ressentons pas tous de la même manière cette rupture de rythme. Alors, si vous avez régulièrement une baisse de tonus et de vigilance en milieu de journée, offrez-vous une pause. Il suffit d'un gros quart d'heure pour recharger les batteries. Même sur votre lieu de travail, essayez de vous

éclipser pour vous reposer ou faire un exercice de respiration ou de relaxation. Vous serez d'autant plus en forme le reste de l'après-midi et vous vous sentirez beaucoup moins fatigué le soir. D'où des nuits encore plus reposantes.



# Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Equipe nationale

## Alcaraz a supervisé le Cameroun



**L**e sélectionneur national, l'Espagnol, Lucas Alcaraz, a supervisé dernièrement l'un des prochains adversaires de la sélection nationale en éliminatoires du Mondial 2018, à savoir, le Cameroun qui dispute actuellement la Coupe des Confédérations en Russie. Le coach des Verts a eu à voir avec une grande attention les prouesses des poulains de Broos qui ont terminé le match face au Chili avec un nul flatteur, même s'ils auraient pu l'emporter au vu des occasions franches qu'ils ont raté. Il est vrai que le match face au Cameroun est encore loin, mais le technicien andalou souhaitait avoir une idée assez claire sur cette sélection qu'on affrontera prochainement.

Cela prouve qu'il ne souhaite pas travailler dans le flou et qu'il aimerait obtenir un maximum d'informations sur les adversaires des Verts. Par ailleurs, Alcaraz est plus concentré sur le double confrontation qui attend la sélection face à la Zambie au mois de septembre prochain. A ce sujet, on croit savoir qu'il a pu obtenir des vidéos sur le dernier match de cette équipe face au Madagascar et ce pour prendre note sur les points forts et faibles des Chipolopolo, sachant qu'il ne veut pas aller à l'aveuglette, lui qui croit encore en les chances des Verts de passer au Mondial même s'il sait que cela ne sera pas facile après les débuts ratés de l'EN qui s'était fait accroché par les Lions indompt-

ables du Cameroun avant de chuter lourdement à Lagos devant les Aigles du Nigeria. L'espagnol qui a maintenant sa petite idée sur les capacités de tous ses joueurs, compte faire le nécessaire pour mettre la sélection sur rails et essayer de bien préparer les prochains rendez-vous des Verts qui ont, selon lui, les capacités de faire bonne figure dans n'importe quelle compétition qu'ils aborderont. Pour ce qui est du prochain stage de la sélection qui aura lieu en août, il ne faudra pas s'attendre à de nombreux changements surtout qu'il a constitué maintenant un noyau avec lequel il continuera à travailler.

Imad M.

Bordeaux  
Naples ne fera pas  
n'importe quoi pour Ounas

■ Le club Italien FC Naples, troisième de la Serie A italienne de football saison (2016-2017), n'est pas «pressé» de dépenser «facilement» la somme de 15 million d'euros, réclamé par la direction des Girondins de Bordeaux afin de libérer son attaquant algérien Adam Ounas, selon la presse italienne. Le directeur sportif napolitain Cristiano Giuntoli a confirmé l'intérêt de son club pour l'international algérien, tout en fixant ses conditions : «Nous prenons notre temps. On ne subit rien. Nous allons y aller à notre propre rythme». Naples a des dossiers plus urgents à régler avant de finaliser Ounas, toujours selon le média transalpin. Agé de 20 ans, le néo-international algérien est actuellement sous contrat jusqu'en 2021 avec Bordeaux. En manque de temps de jeu en Gironde, le joueur n'est pas contre un départ de son club formateur, précisent les mêmes sources. Il a été utilisé 26 fois cette saison dont 11 comme titulaire, inscrivant 3 buts et délivrant 2 passes décisives. Adam Ounas avait été convoqué pour la première fois en sélection nationale d'Algérie le 19 octobre 2016 en prévision du match des Verts contre le Nigeria, perdu 3 à 1 le 12 novembre à Uyo pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2018.

Anderlecht  
Une revalorisation  
salariale et une  
prolongation  
pour Hanni

■ Anderlecht, pensionnaire de la première division belge de football, et l'attaquant international algérien Sofiane Hanni ont trouvé un accord portant sur une revalorisation salariale assortie d'une prolongation de contrat d'une saison soit jusqu'en 2021, rapporte vendredi le quotidien belge La dernière heure. Hanni (26 ans) qui disposait jusqu'ici d'un des petits salaires du club, va intégrer désormais le top 5 des salaires de l'équipe alors que le manager du club Herman Van Holsbeeck a fixé sa clause libératoire à 25 millions d'euros, «autrement dit un montant astronomique pour faire fuir les éventuels prétendants», souligne la même source. Transféré l'été dernier en provenance du FC Malines pour 2 millions d'euros, Hanni a terminé la saison en tête des meilleurs passeurs avec 14 passes décisives. Le joueur avait signé son premier contrat professionnel avec le FC Nantes (Ligue 1/France) en 2008. Hanni a été convoqué une première fois en sélection nationale à l'occasion de la double confrontation face à l'Éthiopie en mars 2016, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017. Il a été l'auteur du but de la victoire face au Togo (1-0) le 11 juin à Blida, en match comptant pour la 1re journée (Gr.D) des qualifications de la CAN-2019. En six apparitions avec les Verts, Hanni compte 4 buts.

## Coupe d'Algérie de football

## L'ESS pour un doublé, le CRB veut sa revanche

■ L'Entente de Sétif, qui a arraché sa qualification dans la nuit de samedi à dimanche pour la finale de la Coupe d'Algérie de football, est en course pour remporter un éventuel 3e doublé de son histoire, quelques semaines après s'être adjugé son 8e titre de champion. Les Sétifiens, qui ont disposé en déplacement du MC Alger (3-2, a.p) en demi-finale, croiseront le fer avec le CR Belouizdad probablement le mercredi 5-juillet prochain avec l'objectif de remporter leur 9e trophée et du coup un troisième doublé Coupe-championnat depuis l'indépendance. Le premier doublé de l'ESS remonte à 1968, qui a vu les joueurs du regretté Mokhtar Aribi dominer le championnat national avant de terminer la saison en beauté en s'imposant en finale de la Coupe d'Algérie face au NA Hussein-Dey (3-2) au stade du 20-août 1955 d'Alger. Il a fallu attendre 44 ans pour voir l'Aigle Noir décrocher son deuxième doublé, c'était en 2012. En finale de "Dame Coupe", les coéquipiers d'Abdelmoumen Djabou avaient dominé le CR Belouizdad (2-1, a.p) au stade du 5-juillet. La prochaine finale constituera ainsi un remake de celle de 2012 et une revanche pour le Chabab qui aspire à barrer la route à l'ESS et du coup prendre sa revanche cinq ans plus tard. Une éventuelle consécration de l'Entente lui permettrait d'atteindre le nouveau record de 9 Coupes d'Algérie. Actuellement, l'ESS compte 8 trophées en compagnie du MC Alger et de l'USM Alger. Le CR Belouizdad arrive derrière avec 6 coupes.

## Nuit blanche à Sétif

La ville de Sétif a vécu une nuit blanche suite à la qualification samedi soir de l'ES Sétif en finale de la Coupe d'Algérie de football en battant en demi-finale le MC Alger (3-2, a.p), un match disputé au stade Omar-Hamadi d'Alger. Les supporters de l'ES Sétif, déjà sacré champion de la Ligue de football professionnels (LFP Mobilis) saison 2016-2017, ont donné le coup d'envoi des festivités dès que l'arbitre international Abderrezak Arab a sifflé la fin de la rencontre scellant la victoire de l'Aigle Noir de Sétif. Plus tôt dans la soirée, de nombreux espaces et places publics de Sétif ont vécu, en temps réel, l'ambiance prévalant au Stade Omar Hamadi (Bologhine) grâce aux écrans géants installés çà et là pour permettre aux supporters de l'ES Sétif de suivre le match. Parmi ces espaces, la salle des fêtes à ciel ouvert de la maison de la Culture (Houari Boumediène) au centre-ville de Sétif a drainé une foule importante avec près de 5.000 supporters venus soutenir leur équipe dans une ambiance explosive ressemblant à s'y méprendre à celle prévalant au stade ayant abrité la rencontre. Les supporters de l'ESS ont prouvé ainsi qu'ils préfèrent le titre de la Coupe d'Algérie plus qu'aucun autre titre, ce dernier ayant enrichi le palmarès de leur équipe depuis la première coupe organisée en 1962. Imad M.

## Éliminé en Coupe d'Algérie

## Le MCA lorgne la Coupe de la CAF

■ L'entraîneur du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), Kamel Mouassa, a affirmé que son équipe vise désormais l'objectif de remporter la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), après son élimination dans la nuit de samedi à dimanche en demi-finale de la Coupe d'Algérie à domicile face à l'ES Sétif (3-2, a.p). "Nous visons désormais le trophée en Coupe de la Confédération, qui constitue notre dernier objectif cette saison. Je pense qu'avec le repos dont vont bénéficier les joueurs et les nouvelles recrues, nous serons capables d'aller jusqu'au bout de

cette épreuve", a indiqué Mouassa à la presse peu après la fin du match face à l'Entente. Le MCA, leader du groupe B de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) avec 8 points, est tout prêt de composer son billet pour les quarts de finale de la compétition. Détenteur du trophée, le "Doyen" a fini par tomber devant son public face à des Sétifiens plus réalistes. Le Mouloudia a fini la partie en infériorité numérique suite à l'expulsion de Amir Karaoui et Abderrahmane Hachoud. "Les joueurs étaient un peu énervés et sur-

excités, ils voulaient atteindre la finale coûte que coûte. L'expulsion de Karaoui était à mon sens le tournant de la partie au moment où on dominait les débats. Nous avons manqué de chance en touchant le poteau à deux reprises. Il y avait place à un meilleur résultat, mais nous avons commis des fautes. Je regrette cette élimination pour nos supporters", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : "Nous avons affronté une équipe très à l'aise sur le plan psychologique de par son titre de champion récemment décroché. L'Entente a su profiter de notre infériorité numérique pour arracher sa qualification".

L'entraîneur de la formation algéroise n'a pas hésité à dénoncer "le jeu de coulisses et le comportement de l'arbitrage" lors de cette rencontre. L'ESS, dont il s'agit de sa 9e finale de son histoire, rencontrera en finale le CR Belouizdad, vainqueur mardi dernier à domicile face à l'USM Bel-Abbes (0-0, aux tab 6-5). L'ESS (8 trophées) et le CRB (6 trophées) se sont déjà rencontrés en finale de l'édition 2012, avec une victoire des Sétifiens sur le score de 2 à 1 (a.p). La finale de la Coupe d'Algérie 2016-2017 devrait se dérouler le mercredi 5 juillet au stade olympique du 5-juillet.



## Selon Abdelmadjid Tebboune La présence des déplacés africains sera réglementée

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé vendredi soir à Alger, que la présence des déplacés africains en Algérie sera réglementée, soutenant que l'Algérie «ne permettra aucune atteinte à sa réputation», en allusion aux voix qui visent à ternir son image et à la taxer de raciste. «La présence de nos frères Africains dans notre pays sera réglementée et le ministère de l'Intérieur procède actuellement à travers les services de police et de gendarmerie au recensement de tous les déplacés», a précisé M. Tebboune qui répondait aux préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors du débat autour du plan d'action du gouvernement. Le Premier ministre a fait savoir qu'une carte sera attribuée à tout déplacé dont la présence en Algérie a été approuvée et qui donnera accès aux opportunités de travail. Pour les autres, des discussions seront engagées avec leurs pays d'origine en vue de leur rapatriement comme cela avait été fait avec le Mali et le Niger, a indiqué M. Tebboune. «Il y a des parties qui veulent ternir l'image de l'Algérie et lui coller l'étiquette de pays raciste», a soutenu M. Taboue qui a ajouté: «Nous ne sommes pas des racistes, nous sommes des Africains, des Maghrébins et Méditerranéens». «L'Afrique et le Monde arabe sont le prolongement naturel de l'Algérie et l'espace dans lequel elle évolue et se développe», a déclaré M. Tebboune, soulignant «le devoir moral et humain qui nous impose de prêter assistance à nos frères contraints de fuir leurs terres en raison de la pauvreté et des affres de la guerre». Il ne faut pas tourner le dos aujourd'hui à ceux qui nous ont aidés hier, a-t-il soutenu. Admettant que cette situation a induit «des difficultés objectives, notamment au niveau de certaines wilayas frontalières», il a indiqué qu'elles sont néanmoins traitées à travers les divers organes de sécurité et les instances nationales d'aide et de secours, en coordination diplomatique avec les pays d'origine en vue d'encadrer l'opération de rapatriement de leurs ressortissants sur la base de conventions bilatérales», a indiqué le Premier ministre. «La solution de cette problématique passe par l'instauration de la stabilité et le règlement des conflits dans la région à travers des processus politiques pacifiques qui garantissent l'unité des nations et la souveraineté des peuples, tel que escompté par la diplomatie algérienne dans plusieurs dossiers sur le double plan arabe et africain», a-t-il estimé. Lors de la conférence de presse qui a suivi le vote du plan d'action du gouvernement, M. Tebboune a mis l'accent sur l'importance de «ne pas faire prévaloir les sentiments sur le côté sécuritaire dans le traitement du dossier des déplacés africains». «Nous ne permettrons à aucune partie, aussi bien association que citoyen, de porter atteinte à la réputation de l'Algérie en prétendant que l'Algérie africaine maltraite les Africains», a dit M. Tebboune sur un ton intransigeant. H. L.



Maroc/ Pays-Bas

## Rabat exige l'extradition d'un Marocain et rappelle son ambassadeur



Le Maroc exige des Pays-Bas l'extradition d'un de ses ressortissants et a décidé de rappeler «immédiatement» son ambassadeur à La Haye pour consultation, a indiqué samedi le ministère des Affaires étrangères marocain. La presse marocaine souligne, elle, que cet ancien parlementaire est favorable à l'indépendance du Rif, une région du nord du Maroc en proie à un mouvement de contestation populaire depuis bientôt huit mois. Saïd Chaou a posté récemment des messages de soutien aux protestataires alors que des dizaines d'entre eux ont été arrêtés par les autorités marocaines.

Présenté par Rabat comme un «trafiquant de drogue», l'homme recherché est Saïd Chaou, a indiqué un haut responsable gouvernemental marocain, cité par l'agence AFP, sous couvert de l'anonymat. Le ministère des Affaires étrangères qui n'a pas révélé l'identité de l'homme recherché a souligné qu'il faisait l'objet de deux mandats d'arrêt internationaux émis par la justice marocaine, pour «association de malfaiteurs» depuis 2010, et «trafic international de stupéfiants» depuis 2015. Des contacts ont eu lieu ces deux derniers jours entre les autorités des Pays-Bas et du Maroc - au niveau des chefs de gouvernement et

des ministres des Affaires étrangères- au sujet des «agissements d'un trafiquant d'origine marocaine résidant aux Pays-Bas», a affirmé le ministère. Rabat l'accuse de financer et de soutenir sur le plan logistique «certains milieux au nord du Maroc», sans plus de détails. Le Maroc, qui a décidé de rappeler «immédiatement» son ambassadeur à la Haye, «se réserve le droit de tirer toutes les conséquences et implications qui s'imposeraient au niveau des relations bilatérales et de prendre les mesures, notamment politiques et diplomatiques nécessaires», a indiqué le ministère. R. N.

## ACTU...

### Manifestations au Venezuela 376 journalistes agressés depuis le début des protestations

376 reporters ont été agressés depuis le début des manifestations au Venezuela le 1<sup>er</sup> avril contre le président Nicolas Maduro, a indiqué dimanche le principal syndicat de journalistes. «Du 31 mars au 24 juin, 376 travailleurs de presse ont été agressés, dans le cadre de 238 cas documentés». Dont 170 sont la responsabilité «des forces de sécurité», a rapporté l'organisation sur Twitter. Le Syndicat national des Travailleurs de la Presse (Sntp) fait également état de 33 détentions illégales de membres de médias au Venezuela, en proie à une vague de protestation contre le président Maduro. Au total, 75 personnes ont trouvé la mort en près de trois mois de manifestations hostiles à Nicolas Maduro, dont l'intensité a redoublé depuis la décision du chef de l'Etat de convoquer, pour la fin juillet, une Assemblée constituante, un projet rejeté par 69,1% des Vénézuéliens selon l'institut de sondages Datanalisis. R. I.

Médéa

### Secousse tellurique de magnitude 3,0 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 12h50 dans la wilaya de Médéa, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). L'épicentre de cette secousse a été localisé à 3 km au sud-est de Mihoub dans la même wilaya, précise la même source. R. N.

Biskra et El Oued

### Trois contrebandiers arrêtés et deux camions saisis

Trois contrebandiers ont été arrêtés et deux camions ainsi que 105,6 quintaux de tabac ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) durant les dernières 48 h à Biskra et El Oued, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont intercepté, le 24 juin 2017 à Biskra et El Oued (4<sup>ème</sup> Région militaire), trois contrebandiers et saisi deux camions et 105,6 quintaux de tabac, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi à Tlemcen (2<sup>ème</sup> Région militaire) 15 kg de kif traité», note la même source. G. R.

G20

## Des dizaines de maires du monde appellent à «sauver la planète»

Des dizaines de maires de villes du monde entier ont appelé les dirigeants du G20 à «tenir leurs engagements» pour lutter contre le changement climatique afin de sauvegarder «le futur de notre planète qui n'a jamais été aussi cruciale». Dans un texte publié lundi dans des publications dans *Le Monde* et «au nom des centaines de millions d'habitants» qu'ils représentent, ces maires du réseau de villes C40, présidé par la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, estiment qu'après le retrait américain de l'accord sur le climat «la détermination des 19 autres leaders à sauvegarder le futur de notre planète n'a jamais été aussi cruciale». Parmi les signataires figurent également les

villes comme Karachi, Montréal, Rio de Janeiro, Melbourne, Chicago, Varsovie, Tokyo, Buenos Aires, San Francisco, Le Cap, Vancouver ou Séoul. Un sommet du G20 aura lieu à Hambourg (Allemagne) les 7 et 8 juillet. «Partout dans le monde, les autorités locales se mobilisent ensemble à vos côtés, redoublant d'actions courageuses visant à lutter contre le changement climatique, travaillant avec les entreprises et les citoyens à travers le monde», ajoutent-ils. «Nous sommes inspirés par le courage de plus de 300 maires engagés pour le climat dans de nombreuses villes à travers les Etats-Unis», qui «se sont engagés ces dernières

semaines à adopter, honorer et maintenir l'Accord de Paris» sur le climat, assurent encore ces élus. «Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris nécessite une action sans précédent», disent les maires, en demandant des réformes «urgentes» et des investissements dans l'énergie, les transports, l'alimentation ou les déchets. «Nous devons tous travailler ensemble afin de sauver notre planète», écrivent encore les maires, «prêts à assumer le leadership face au changement climatique» et proposant de «nouer une alliance pragmatique et positive au service de nos citoyens». B. I.